Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1907 — ROMA — Lunedì, 30 dicembre — Numero 307.

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | **Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi** | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea e spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

Sua Maestà il Re, con decreti in data 29 corrente mese, ha accettato le dimissioni dalla carica di ministro segretario di Stato per la guerra, rassegnate dall'onorevole tenente generale ETTORE VIGANÒ, senatore del Regno, ed ha nominato alla carica stessa l'onorevole ingegnere SEVERINO CASANA, senatore del Regno.

CAMERA DEI DEPUTATI

AVVISO.

La Camera dei deputati, provvedendo direttamente agli abbonamenti di periodici, riviste, effemeridi, ecc., ritiene come omaggio tutte le altre pubblicazioni che le sono dirette.

LEGGI E DECRETI

Il numero 798 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È data esecuzione al trattato di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Russia, ed all'annesso protocollo, sottoscritti a Pietroburgo il 15-28 giugno 1907, le cui ratifiche sono state scambiate a Roma addì 17 dicembre 1907.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 dicembre 1907.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.

Visto, *Il guardasigilli*: ORLANDO.

TRATTATO di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Russia.

(28 giugno 1907).

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE
et
SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES

animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales et maritimes entre leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur Jules Melegari, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Monsieur Emanuele Paternò di Sessa, Sénateur du Royaume Vice-Président du Senat;

Monsieur Lodovico Gavazzi, Député au Parlement;
Monsieur Lodovico Luciolli, Directeur du Bureau pour les traités et la législation douanière au Ministère Royal des Finances,

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:
Le Maître de Sa Cour Alexandre Iswolsky, Ministre des Affaires Etrangères;
L'Ecuyer de Sa Cour Dmitri Philosophow, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre du Conseil de l'Empire;
lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précedent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Art. 2.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des ressortissants de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autosisés par les lois du pays.

Art. 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel; enfin de tout emprunt forcé et de toute prestation ou requisition militaire.

Seront toutefois exceptées, quant aux charges et fonctions judiciaires ou municipales, celles qui sont attachées à la possession d'un immeuble ou à un bail, et quant aux contributions et prestations militaires, celles auxquelles tous les ressortissants du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers oucomme fermiers.

En tant que les ressortissants d'un tiers Etat sont exempts de tutelle en Russie en vertu des traités et conventions en vigueur, les ressortissants italiens en Russie bénéficieront, à titre de réciprocité, du même privilège en ce qui concerne la tutelle des mineurs autres que ceux de leur nationalité.

Art. 4.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Russie et les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Italie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas et sous aucun motif ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxes ou de prohibition, dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels que l'une de Parties contractantes accordera à une tierce Puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, sera immédiatement et sans conditions, ni réserves ou compensation, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Art. 5.

Les produits du sol et de l'industrie de la Russie énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, à leur importation en Italie, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, à leur importation en Russie, ne seront pas assujettis à des droits d'entrée autres, ni plus élevés, que ceux fixés dans les dites annexes.

Si l'une des Parties contractantes venait à établir un nouvel impôt intérieur ou accise prélevé au profit de l'Etat, ou un supplément d'un pareil impôt intérieur ou d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans le tarif *A* ou *B* annexé au présent traité, l'article similaire pourra être grevé, à l'importation, d'un droit égal ou correspondant, mais à condition que ce droit soit le même pour les provenances de tous les pays.

Art. 6.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exporté de l'un des deux pays dans l'autre, que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'egard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre les deux Pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, et à admettre le transit libre, à l'exception des voies qui ne sont ou ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays en général ou à tous les pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1° dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2° pour des raison de sûreté publique;

3° pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qu pourraient être établis à l'avenir;

4° en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires de production nationale;

5° par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Art. 8.

Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'un des deux Pays par une voie commerciale ouverte au transit, se-

ront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Art. 9.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes.

Art. 10.

Les négociants, les fabricants et autres industriels, qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant avec eux des échantillons ou modèles, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs seront traités réciproquement dans les deux Pays, en ce qui concerne les passeports et le paiement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Pour la délivrance des patentes et le montant des taxes il ne sera fait aucune distinction quelle que soit la religion à laquelle appartiennent les dits négociants, fabricants, industriels ou commis-voyageurs. De même aucune distinction ne sera faite suivant la religion des intéressés pour la durée de la validité du visa des passeports qui est fixée à une période de six mois en Russie.

Les industriels (commis-voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons et modèles, mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou comme modèles par les dits voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans le délai d'une année et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays, à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Le Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, du modèle de ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Art. 11.

Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à entrer en négociations avec le Gouvernement Royal d'Italie au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur pour les oeuvres littéraires, artistiques et photographiques, et cela dans le délai d'une année à partir du jour où un arrangement à ce sujet aura été conclu entre la Russie et un autre Etat quelconque.

Art. 12.

Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à entrer en négociations avec le Gouvernement Royal d'Italie au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des noms commerciaux et des noms d'origine et cela dans le délai d'une année à partir du jour où un arrangement à ce sujet aura été conclu entre la Russie et un autre Etat quelconque.

Art. 13.

Le deux Parties contractantes se réservent la liberté de regler, par voie autonome, les tarifs de transport de leurs chemins de fer.

Toutefois il ne sera fait de différence, ni quant au prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition, entre les habitants des territoires des Parties contractantes. Notamment, les expéditions de marchandises venant de l'Italie et dirigées sur une gare russe ou transitant par la Russie, ne seront pas soumises, sur le chemins de fer russes, à des tarifs de transport plus élevés que ceux qui sont appliqués dans la même direction et entre les mêmes gares des chemins de fer russes aux marchandises similaires russes ou étrangères. Le même principe sera appliqué sur les chemins de fer italiens, pour les expéditions de marchandises venant de Russie et dirigées sur une gare italienne ou transitant par l'Italie.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les transports à prix réduit pour cause d'intérêt public ou de charité.

Art. 14.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent traité:

1° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière;

2° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Toutefois les importations italiennes bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un Etat de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

Il est bien entendu en outre que les dispositions des articles 4, 6 et 8 du présent traité ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvége le 26 avril (5 mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Parties contractantes par le présent traité.

Art. 15.

Les navires et leurs cargaisons de l'une des Partie contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement, dans les ports, rades, baies, havres, bassins et docks, et généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes sera accordé à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne:

a) les avantages particuliers dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre Pays;

b) les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Art. 16.

La nationalité des bâtiments sera reconnue, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les deux Parties contractantes.

Art. 17.

Les navires italiens entrant dans un port de Russie et réciproquement les navires russes entrant dans un port d'Italie, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 18.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts, et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 19.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Etats. Toutefois les navires italiens et russes pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Art. 20.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat, sous réserve des périodes de validité établies pour ces droits par les lois respectives;

3° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour le service et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 21.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Etats respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 22.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'au 31 (18) décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le traité entre l'Italie et la Russie du 28|16 septembre 1863 cessera d'exercer ses effets à la date de l'application du présent traité

Art. 23.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que possible et au plus tard le 20|7 décembre 1907.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à St-Pétersbourg, en double original, le 28|15 juin 1907.

(*L. S.*) G. MELEGARI (*L. S.*) ISWOLSKY
(*L. S.*) E. PATERNÒ DI SESSA (*L. S.*) PHILOSOPHOW.
(*L. S.*) L. GAVAZZI
(*L. S.*) L. LUCIOLLI.

Tarif A. — (Article du tarif général italien).

Numéros du tarif général italien	Dénomination des marchandises	Unités	Droits d' entrée Lires en or
8	Huiles minérales, de résine et de goudron:		
	a) lourdes	100 kg.	8 —
	b) autres	id.	24 —
	Remarque. — Le pétrole et les autres huiles minérales raffinées, propres à l'éclairage, reprises sous le n. 8, *b*), pourront être dédouanées, au gré de l'importateur, soit au poids, sur la base de 100 kilogrammes, soit au volume, sur la base de 125 litres, équivalant à la température de 15 degrés centigrades, à 100 kilogrammes nets.		
2 0	Blé ou froment	id.	7 50
281	Seigle	id.	4 50
282	Avoine	id.	4 —
283	Orge	id.	4 —
281	Autres céréales:		
	a) maïs blanc	id.	7 50
	b) non dénommées (y compris les légumes secs)	id.	1 15

Tarif B. — (Articles du tarif général russe).

Numéros du tarif général russe	Dénomination des marchandises	Unités	Droits	
			Rbl.	Cop.
	Tableau des droits d'entrée.			
ex 6	Fruits et baies:			
	2) oranges, citrons, oranges amères - frais	poud brut	1	—
ex 66	Pierres brutes ou simplement dégrossies:			
	ex 5) marbre de toute espèce, albâtre de construction, serpentine, à surfaces sciées ou taillées, ou non sciées ni taillées, mais non polies:			
	a) en blocs, morceaux ou dalles de plus de 3 1/2 verchoks d'épaisseur	poud	—	18
	b) en dalles de 3 1/2 verchoks d'épaisseur ou moins	id.	—	60
ex 67	Coraux véritables ou artificiels, non ouvrés ainsi que perforés, sur fil, en paquets ou sculptés	livre	2	—
ex 70	Pierres de toute espèce (autres que les pierres demi-précieuses et précieuses) y compris le plâtre et l'albâtre:			
	1) ouvrages en pierres de toute espèce, sculptés, ciselés et tournés, polis ou non:			
	a) pesant 3 pouds ou moins la pièce	poud	5	—
	b) pesant plus de 3 pouds la pièce	id.	3	—
	2) ouvrages ordinaires en pierres taillées, sans ciselure ni sculpture, à surfaces courbes ou non - en marbre, serpentine, albâtre ou autres espèces dures, propres au polissage, telles que: jaspe, onyx, labrador, granit, granit veiné, porphyre ou basalte:			
	a) à surfaces entièrement ou en partie polies	id.	1	50
	b) à surfaces soigneusement taillées ou enchâssées, mais non polies	id.	—	30
95	Tartre (crême de tartre), tartre de chaux:			
	1) tartre (crême de tartre) brut (non raffiné), tartre de chaux brut (non raffiné)	id.	—	90
	2) tartre mi-raffiné (non pulvérisé) ayant sa coloration naturelle	id.	1	12 1/2
ex 117	Huiles végétales et glycérine non purifiée:			
	1) huiles grasses (huile d'olive, de laurier, de coton et autres semblables) hormis celles spécialement dénommées; huile cuite, siccative (olifa)	id.	3	30
ex 124	Matières à tanner:			
	ex 1) sumac, même trituré ou moulu	poud brut	—	07 1/2
ex 180	Soie:			
	4) soie brute ou grège	poud	8	—
ex 185	Soie tordue et filée:			
	1) tordue (organsin, trame) en soie brute (grège):			
	a) non cuite, non blanchie, non teinte	id.	65	—
	b) cuite, blanchie ou teinte	id.	88	—
	Tableau des droits de sortie.			
ex 7	Cocon de soie	—	exempts	

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation, conclu, à la date de ce jour, entre l'Italie et la Russie, les Plénipotentiaires soussigués ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du traité même:

I. — *En ce qui concerne le texte du traité.*

Ad Art. 1.

I. En ce qui concerne les passeports, les ressortissants des Parties contractantes seront traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

II. Les consulats de carrière italiens et les fonctionnaires des représentations diplomatiques et desdits consulats qui seront envoyés en Russie par le Gouvernement italien, jouiront, à titre de réciprocité, d'une liberté pleine et entière, vis-à-vis de la censure russe, tant pour les journaux que pour les produits des sciences, des arts et des belles-lettres.

III. Sans préjudice des dispositions contenues dans l'art. 8 de la Convention consulaire entre l'Italie et la Russie du 28-16 avril 1875, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires d'Italie en Russie ainsi qua les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de Russie en Italie, auront le droit de correspondre directement, les premiers avec le département des douanes en Russie, les seconds avec le Ministère des finances d' Italie, pour les affaires de réclamation douanière qui seront en instance devant les administrations indiquées ci-dessus.

Ad Art. 4.

I. Le Gouvernement Impérial de Russie reconnaît au Gouvernement Royal d'Italie le droit d'imposer d'une surtaxe les sucres importés de Russie en Italie aux conditions toutefois :

a) que cette surtaxe ne sera appliquée qu'aux sucres destinés à la consommation intérieure en Italie et ne dépassera pas le chiffre fixé par la Commission permanente de Bruxelles;

b) qu'elle ne sera prélevée qu'autant que la Convention de Bruxelles restera en vigueur et l'Italie y prendra part;

c) que le Gouvernement Royal d'Italie ne fera pas usage de son droit de prohiber l'importation des sucres russes et ne prendra aucune mesure restrictive par rapport à l'importation des sucres russes destinés à la réexportation, ainsi qu'à toutes les opérations auxquelles les sucres pourraient être soumis dans ce dernier cas ;

d) qu'une révision des taux de la surtaxe sera prévue si les circonstances la rendaient nécessaire.

II. Les articles fabriqués au moyen de l'admission temporaire dans les territoires respectifs des Parties contractantes sont également traités d'après les principes fixés dans l'article 4 du présent traité.

Ad Art. 4 et 5.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine, constatant la production ou la fabrication dans l'un des deux Pays des marchandises importées dans l'autre, si ces marchandises sont soumises à un traitement douanier différent suivant le pays de provenance. De son côté, chacune des deux Parties prendra ses mesures afin que les certificats exigés soient le moins possible une gêne pour le commerce.

Ad Art. 10.

En tant que l'importation d'armes à feu de l'éntranger n'est pas interdite en Russie, les voyageurs de commerce italiens pourront porter avec eux des échantillons de ces armes, à la condition expresse de se soumettre à toutes les prescriptions générales ou locales qui sont ou seront en vigueur par rapport aux armes à feu.

Ad Art. 12.

Il est convenu que les dispositions de la déclaration du 9 mai 1891 concernant les marques de fabrique sont aussi applicables aux dessins et modèles industriels. La dénonciation de ladite déclaration ne pourra avoir lieu avant celle du présent traité.

Ad Art 14.

L'exception suivante est faite aux dispositions du numéro 2 de l'art. 14 du présent traité, notamment: Toute faveur autre ou plus grande que celles actuellement en vigueur qui serait accordée à l'avenir par la Russie à l'un des pays limitrophes de l'Asie par rapport à la soie (n. 2-4 de l'art. 180 et n. 1 de l'art. 185 du tarif douanier russe) ou aux oranges, citrons et oranges amères (n. 2 de l'art. 6 du même tarif) sera, dans la même forme, la même mesure et par rapport au même territoire de l'Empire, étendue immédiatement et sans conditions aux mêmes produits provenant de l'Italie.

Toutefois il est entendu que cette exception ne concerne pas l'importation directe dans les provinces russes de l'Amour, Maritime et du Transbaïkal pour leur consommation intérieure et que sous ce rapport le n. 2 de l'art. 14 du présent traité sera appliqué dans sa pleine mesure.

Ad Art. 22.

La dénonciation de la convention consulaire en vigueur entre les deux Parties contractantes du 28-16 avril 1875 ne pourra avoir lieu avant celle du présent traité.

II. — *En ce qui concerne la tarif A.*

Ad n. 8, *a* — Pour la classification des huilles minérales tourdes à partir du 1er janvier 1911 (19 décembre 1910), le type officiel de la couleur dont au n. 1 *b* de la note à la position « Huiles minérales etc. » du répertoire pour l'application du tarif italien, sera fixé d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Parties contractantes,

Ad n. 8, *b* — A partir du 1er janvier 1911 (19 décembre 1910) le droit d'entrée en Italie des huiles minérales, de résine et de goudron, reprises sous le n. 8 *b* sera réduit à 16 lires les 100 kilogrammes.

III. — *En ce qui concerne le tarif B.*

Ad n. 117. — A partir du 1er janvier 1911 (19 décembre 1910) le droit d'entrée en Russie des huiles grasses (huile d'olive, de laurier, de coton et autres semblables) hormis celles spécialement dénommées; huile cuite, siccative (olifa) sera réduit à 3 r. 10 c. par poud.

Le présent protocole, qui sera consideré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à St-Pétersbourg, le 28|15 juin 1907.

G. Melegari — *Iswolsky*
E. Paternò di Sessa — *D. Philosophow.*
L. Gavazzi
L. Luciolli

Il numero 795 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 30 della legge 12 dicembre 1907, n. 754, che istituisce una Cassa di previdenza per le pensioni agli ufficiali giudiziari;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro guardasigilli, ministro di

grazia e giustizia e dei culti, di concerto col ministro del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

È approvato l'unito regolamento, visto d'ordine Nostro dal guardasigilli, ministro di grazia e giustizia e dei culti e dal ministro del tesoro, per l'Amministrazione della Cassa di previdenza per le pensioni degli ufficiali giudiziari, istituita con la legge 12 dicembre 1907, n. 754.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
ORLANDO.
CARCANO.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO

REGOLAMENTO

per l'amministrazione della Cassa di previdenza per le pensioni degli ufficiali giudiziari, istituita con legge 12 dicembre 1907, n. 754.

Art. 1.

La Cassa dei depositi e prestiti ha la gestione e la rappresentanza legale della Cassa di previdenza per le pensioni agli ufficiali giudiziari; ne tiene, con apposito ufficio, distinta la contabilità da quella delle altre aziende che le sono affidate; ne amministra il patrimonio, e provvede alla riscossione delle entrate e al pagamento delle pensioni e delle indennità.

Sono estese alla Cassa di previdenza le attribuzioni del Consiglio permanente d'amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti, della Commissione parlamentare di vigilanza della Cassa depositi medesima, del ministro del tesoro e della Corte dei conti, nonchè le disposizioni stabilite per la Cassa di previdenza dei segretari ed altri impiegati comunali dal regolamento 20 ottobre 1904, n. 730, riguardanti: il bilancio di previsione, le sue eventuali variazioni, la gestione del patrimonio, l'impiego dei fondi, i conti giudiziali ed il rendiconto annuale.

Le situazioni periodiche della Cassa di previdenza sono pubblicate nella *Gazzetta ufficiale* del Regno, e le relazioni annuali sono comunicate al Ministero di grazia e giustizia.

Art. 2.

Le procure generali presso le Corti di appello compileranno ogni anno, nel mese di settembre, per gli ufficiali giudiziari di Corte, di tribunale e di pretura della propria giurisdizione, l'elenco, in triplo esemplare, dei contributi dovuti dagli ufficiali stessi nell'anno successivo e da liquidarsi in base all'importo complessivo dei proventi e delle indennità di cui alla lettera *a*) dell'art. 3 della legge 12 dicembre 1907, n. 754, percepiti nell'anno precedente a quello in cui viene compilato l'elenco.

Tale elenco sarà trasmesso al Ministero di grazia e giustizia in doppio esemplare, di cui uno sarà poi dal Ministero stesso inviato alla Direzione generale della Cassa dei depositi e prestiti.

Il ruolo generale per il contributo personale dei singoli ufficiali giudiziari, compilato pure dalle procure generali, sarà rimesso alla sezione di R. tesoreria di ciascuna provincia dove prestano servizio gli ufficiali stessi, ed i relativi estratti alle singole cancellerie ed uffici di registro.

Il contributo ordinario e straordinario dello Stato, di cui alle lettere *b*) e *c*) dell'art. 3, saranno prelevati dai fondi stanziati in bilancio per le spese di giustizia, in una sola rata annuale, il primo entro il mese di gennaio, ed il secondo entro il mese di dicembre dell'anno cui si riferiscono.

Il contributo degli ufficiali giudiziari sarà versato in tesoreria a rate trimestrali:

a) à cura delle cancellerie della Corte, del tribunale e della pretura per i proventi percetti per atti di ufficio;

b) dei ricevitori del registro per le indennità pagate dallo Stato, di cui alla lettera *a*) dell'art. 3 della legge, mediante la ritenuta indicata nei mandati emessi dalle procure generali in ogni trimestre per il pagamento di detta indennità.

La vigilanza per i puntuali versamenti in tesoreria, di cui alla lettera *a*), spetta rispettivamente ai rappresentanti del pubblico ministero e ai pretori, e per i versamenti di cui alla lettera *b*) agli intendenti di finanza.

L'ufficiale giudiziario che al termine del trimestre non abbia curato di pagare al rispettivo cancelliere la quota da versare alla Cassa, è in istato di morosità, la quale ha per effetto la sospensione dell'accreditamento del contributo dello Stato nel conto dell'ufficiale moroso.

Sarà in facoltà del Ministero di grazia e giustizia di disporre che il contributo personale non corrisposto dall'ufficiale giudiziario venga a questo ritenuto sui proventi derivanti da spese di giustizia in qualsiasi modo ricuperate.

I proventi di cui alla lettera *d*) dell'art. 3 della legge saranno versati alla Cassa direttamente dal Ministero di grazia e giustizia.

Art. 3.

Nel conto individuale di ciascun iscritto si accreditano ogni anno i 9[10 dei contributi pagati dagli ufficiali giudiziari e dallo Stato, nonchè la quota parte delle somme rimaste disponibili nel corso dell'anno per morte od eliminazione dal servizio dei titolari, senza diritto a pensione, e la quota parte dell'eventuale sopravanzo del fondo di riserva; gli interessi relativi decorrono dal 1° gennaio dell'anno successivo.

La capitalizzazione delle somme accumulate anno per anno nei conti individuali si fa in base al saggio medio d'investimento dei capitali della Cassa, ricavato nell'anno precedente, fatta eccezione per i primi due anni pei quali si applica il 3.50 0[0.

Il riparto delle somme rimaste disponibili, come sopra, si eseguisce dividendo fra i titolari dei conti individuali vigenti le somme stesse in ragione composta del loro capitale già costituito e dei coefficienti di eliminazione corrispondenti alla rispettiva età, dedotti dalla tavola di eliminazione complessiva degli impiegati civili dello Stato.

L'inscritto, finchè è in attività di servizio, non può disporre in alcun modo delle somme registrate nel conto individuale, compresi i contributi volontari di cui all' art. 28 della legge, conto che viene chiuso al momento della cessazione dal servizio, senza aumento degli interessi del trimestre in corso, e della quota di riparto dei capitali disponibili nell'anno corrente.

Art. 4.

Nel conto individuale dell'ufficiale giudiziario ammesso al riscatto dei servizi anteriori alla propria iscrizione alla Cassa di previdenza si registra, in primo luogo, il valore capitale al 3.50 per cento del premio di riscatto concesso dalo Stato, giusta il disposto dell'art. 25 della legge, e poi si procede a tutti gli accreditamenti di cui all'articolo precedente.

Art. 5.

I conferimenti e le liquidazioni delle pensioni e delle indennità incomicieranno col 1° gennaio 1908 per gli ufficiali giudiziari inscritti alla Cassa, che si trovino nelle condizioni rispettivamente previste dagli articoli 9, 11, 15 e 17 della legge.

Le istanze degli interessati, per il conseguimento degli as-

segni di riposo, devono essere scritte su carta da bollo da centesimi 50, e presentate alla procura generale presso la Corte d'appello del distretto nella giurisdizione del quale ha prestato ultimamente servizio l'ufficiale giudiziario. La procura generale le trasmette debitamente istruite alla Direzione generale della Cassa dei depositi e prestiti.

I documenti che si uniscono alle istanze predette sono esenti da tassa di bollo, purchè sui medesimi sia indicato l'uso cui debbono servire.

Art. 6.

Per quanto riguarda la documentazione delle domande, la giustificazione delle cause per cui viene chiesto l'assegno di riposo, il conferimento ed il pagamento degli assegni, nonchè la procedura dei ricorsi alla Corte dei conti contro le deliberazioni sugli assegni stessi, si procederà in analogia alle norme stabilite dal regolamento 20 ottobre 1904, n. 730, sulla Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei segretari ed altri impiegati comunali.

Gli elenchi delle pensioni e delle indennità assegnate sono pubblicati nella *Gazzetta ufficiale* del Regno e sul Bollettino ufficiale del Ministero di grazia e giustizia.

Un estratto di detti elenchi è trasmesso alla procura generale presso la Corte d'appello del distretto, nella giurisdizione del quale l'ufficiale giudiziario cessò di servire, per le annotazioni da farsi sul registro degli ufficiali giudiziari iscritti alla Cassa, registro che le procure generali debbono tenere, analogamente a quello istituito presso ciascuna prefettura per gli impiegati comunali, ai termini dell'art. 86 del su citato regolamento.

Art. 7.

Dal bilancio tecnico della Cassa di previdenza deve risultare, nella parte attiva, il patrimonio netto dell'Istituto e il valore capitale dei premi di riscatto alla data del bilancio tecnico; nella parte passiva: l'ammontare complessivo delle somme accreditate nei conti individuali, tenendo in speciale evidenza gli accreditamenti relativi ai premi di riscatto; il fondo delle pensioni, di cui al primo capoverso dell'art. 7 della legge, con riferimento alla data del bilancio tecnico, tenendo in speciale evidenza l'ammontare complessivo dei capitali riservati di cui all'art. 8 e il fondo di riserva, di cui all'ultimo capoverso dell'art. 7 della legge, tenuto conto del disposto dell'ultima parte dell'art. 22.

Art. 8.

Le spese di personale e di materiale pel servizio della Cassa di previdenza sono a proprio carico.

Per tutto ciò che non è in modo diverso prescritto dal presente regolamento si osservano per l'Amministrazione della Cassa di previdenza, in quanto vi si possano applicare, le norme che regolano l'Amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti, e quelle contenute nel regolamento sulla contabilità generale dello Stato.

Il numero 796 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 30 della legge 12 dicembre 1907, n. 755, che istituisce una Cassa di previdenza per le pensioni gli impiegati degli archivi notarili;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro guardasigilli, ministro di grazia e giustizia e dei culti, di concerto col ministro del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

È approvato l'unito regolamento, visto d'ordine Nostro dal guardasigilli ministro di grazia e giustizia e dei culti e dal ministro del tesoro, per l'amministrazione della Cassa di previdenza per le pensioni degl'impiegati degli archivi notarili, istituita con la legge 12 dicembre 1907, n. 755.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
ORLANDO.
CARCANO.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

REGOLAMENTO

per l'amministrazione della Cassa di previdenza per le pensioni degli impiegati degli archivi notarili, istituita con legge 12 dicembre 1907, n. 755.

Art. 1.

La Cassa dei depositi e prestiti ha la gestione e la rappresentanza legale della Cassa di previdenza per le pensioni agli impiegati degli archivi notarili; ne tiene, con apposito ufficio, distinta la contabilità da quella delle altre aziende che le sono affidate; ne amministra il patrimonio e provvede alla riscossione delle entrate e al pagamento delle pensioni e delle indennità.

Sono estese alla Cassa di previdenza le attribuzioni del Consiglio permanente d'amministrazione della Cassa depositi e prestiti, della Commissione parlamentare di vigilanza della Cassa depositi medesima, del ministro del tesoro e della Corte dei conti, nonchè le disposizioni stabilite per la Cassa di previdenza dei segretari ed altri impiegati comunali dal regolamento 20 ottobre 1904, n. 730, riguardanti: il bilancio di previsione, le sue eventuali variazioni, la gestione del patrimonio, l'impiego dei fondi, i conti giudiziali ed il rendiconto annuale.

Le situazioni periodiche della Cassa di previdenza, sono pubblicate nella *Gazzetta ufficiale* del Regno, e le relazioni annuali sono comunicate al Ministero di grazia e giustizia.

Art. 2.

Il Ministero di grazia e giustizia disporrà perchè dalla Cassa depositi e prestiti sia versato alla Cassa di previdenza per le pensioni degli impiegati degli archivi notarili il capitale di fondazione di L. 1,500,000, di cui alla lettera *a*, dell'art. 3 della legge, e provvederà pure perchè, a decorrere dal 1° gennaio 1908, sia versato alla Cassa di previdenza l'importo della metà delle multe ed ammende, di cui alla lettera *b* del su citato art. 3.

Le procure generali presso le Corti d'appello compileranno ogni anno nel mese di settembre l'elenco, in triplo esemplare, dei contributi di cui alle lettere *c*, *d* ed *e*, dell'art. 3 della legge, dovuti dagli archivi notarili dipendenti e dai rispettivi impiegati nell'anno successivo, trasmettendone una copia al Ministero di grazia e giustizia, ed un'altra alla Direzione generale della Cassa depositi.

Sulla base delle somme accertate negli elenchi, il Ministero stesso provvederà, entro il mese di gennaio dell'anno cui si riferiscono, al versamento dell'importo complessivo dei contributi di cui alle lettere *c*) e *d*), prelevando quelli di cui alla lettera *d*) dal sopravanzo annuo degli archivi notarili, e rivalendosi dei con-

tributi personali degli impiegati, di cui alla lettera c), mediante ritenuta mensile sulle singole rate degli stipendi all'atto del loro pagamento.

L'importo complessivo dei premi di riscatto di cui alla lettera e) dell'articolo succitato verrà invece versato dal Ministero medesimo alla Cassa di previdenza entro il mese di dicembre di ogni anno prelevandolo dal sopravanzo di cui sopra.

Art. 3.

Nel conto individuale di ciascun iscritto si accreditano ogni anno i 9[10 dei contributi pagati dagli impiegati degli archivi notarili e dagli archivi, il 5,4 per cento dello stipendio di cui alla prima parte dell'art. 6, nonchè la quota parte delle somme rimaste disponibili nel corso dell'anno per morte od eliminazione dal servizio dei titolari senza diritto a pensione, e la quota parte dell'eventuale sopravanzo del fondo di riserva; gli interessi relativi decorrono dal 1° gennaio dell'anno successivo.

La capitalizzazione delle somme accumulate anno per anno nei conti individuali si fa in base al saggio medio d'investimento dei capitali della Cassa ricavato nell'anno precedente, fatta eccezione per i primi due anni pei quali si applica il 3 50 0[0.

Il riparto delle somme rimaste disponibili come sopra, si eseguisce dividendo, tra i titolari dei conti individuali vigenti, le somme stesse in ragione composta del loro capitale già costituito e dei coefficienti di eliminazione corrispondenti alla rispettiva età, dedotti dalla tavola di eliminazione complessiva degli impiegati civili dello Stato.

L'inscritto, finchè è in attività di servizio, non può disporre in alcun modo delle somme registrate nel conto individuale, compresi i contributi volontari di cui all'art. 29 della legge; conto che viene chiuso al momento della cessazione dal servizio, senza aumento degli interessi del trimestre in corso, o della quota di riparto dei capitali disponibili nell'anno corrente.

Art. 4.

Nel conto individuale dell'impiegato ammesso al riscatto dei servizi anteriori alla propria iscrizione alla Cassa di previdenza, si registra, in primo luogo, il valore capitale, al 3.50 0[0, del premio di riscatto concesso dallo Stato, giusta il disposto dell'articolo 26 della legge, e poi si procede a tutti gli accreditamenti di cui all'articolo precedente.

Art. 5.

I conferimenti e le liquidazioni delle pensioni e delle indennità incominceranno dal 1° gennaio 1908 per gli impiegati iscritti alla Cassa, che si trovino nelle condizioni rispettivamente previste dagli articoli 9, 11, 15 e 17 della legge.

Le istanze degli interessati, per il conseguimento degli assegni di riposo, devono essere scritte su carta da bollo da centesimi 50 e presentate alla procura generale presso la Corte d'appello del distretto, nella giurisdizione del quale ha prestato ultimamente servizio l'impiegato. La procura generale le trasmette debitamente istruite alla direzione generale della Cassa depositi e prestiti.

I documenti che si uniscono alle istanze predette sono esenti da tassa di bollo, purchè sui medesimi sia indicato l'uso cui devono servire.

Art. 6.

Per quanto riguarda la documentazione delle domande, la giustificazione delle cause per cui viene chiesto l'assegno di riposo, il conferimento ed il pagamento degli assegni, nonchè la procedura dei ricorsi alla Corte dei conti contro le deliberazioni sugli assegni stessi, si procederà in analogia alle norme stabilite dal regolamento 20 ottobre 1904, n. 730, sulla Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei segretari ed altri impiegati comunali.

Gli elenchi delle pensioni e delle indennità assegnate sono pubblicati nella *Gazzetta ufficiale* del Regno e sul *Bollettino ufficiale* del Ministero di grazia e giustizia.

Un estratto di detti elenchi è trasmesso alla procura generale presso la Corte d'appello del distretto, nella giurisdizione del quale l'impiegato cessò di servire, per le annotazioni da farsi sul registro degli impiegati iscritti alla Cassa; registro che le procure generali debbono tenere analogamente a quello istituito presso ciascuna prefettura per gli impiegati comunali, a termini dell'art. 86 del su citato regolamento.

Art. 7.

Dal bilancio tecnico della Cassa di previdenza deve risultare, nella parte attiva: il patrimonio netto dell'Istituto e il valore capitale dei premi di riscatto alla data del bilancio tecnico; nella parte passiva: l'ammontare complessivo delle somme accreditate nei conti individuali, tenendo in speciale evidenza gli accreditamenti relativi ai premi di riscatto; il fondo delle pensioni, di cui al 1° capoverso dell'art. 7 della legge, con riferimento alla data del bilancio tecnico, tenendo in speciale evidenza l'ammontare complessivo dei capitali riservati di cui all'art. 8; e il fondo di riserva, di cui all'ultimo capoverso dell'art. 7 della legge, tenuto conto del disposto nell'ultima parte dell'art. 23.

Art. 8.

Le spese di personale e di materiale pel servizio della Cassa di previdenza sono a proprio carico.

Per tutto ciò che non è in modo diverso prescritto dal presente regolamento si osservano, per l'Amministrazione della Cassa di previdenza, in quanto vi si possano applicare, le norme che regolano l'Amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti, e quelle contenute nel regolamento sulla contabilità generale dello Stato.

Il numero 788 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Viste le istanze 18 novembre 1901 e 20 ottobre 1906 per la costruzione di un Consorzio allo scopo di ottenere la concessione di costruire ed esercitare una ferrovia, tra Siracusa, Ragusa e Vizzini;

Viste le deliberazioni 5 giugno e 12 agosto 1907 dei delegati consorziali;

Ritenuta l'opportunità di introdurre, per ragione di chiarimento, una variante al comma a) dell'art. 9 dello statuto votato nell'ultima citata deliberazione del 12 agosto 1907; e precisamente a proposito della riserva di riscatto, che deve porsi a favore del Consorzio concessionario della ferrovia verso il suo eventuale subconcessionario;

Visto l'art. 7 della legge 29 giugno 1873, n. 1475;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta dei Nostri ministri segretari di Stato per i lavori pubblici e per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È approvato lo statuto del Consorzio per la ferrovia Siracusa-Ragusa-Vizzini, deliberato nella riunione consorziale 12 agosto 1907.

Art. 2.

Al comma a) dell'art. IX di detto statuto è sosti-

tuito il seguente: « Il contenuto, i limiti e le norme della concessione, i capitolati d'onere da imporre agli eventuali sub-concessionari o ai concessionari che riceveranno la concessione direttamente dallo Stato, se essi vorranno godere di tutto o di parte delle somme deliberate o deliberande dagli enti consorziati per la esatta esecuzione degli impegni assunti. Però, qualora il Consorzio assuma esso stesso la funzione di diretto concessionario ed effettui poi una subconcessione, salvi sempre allo Stato i diritti di cui all'art. 284 della legge 20 marzo 1865, allegato *F*, i Comuni interessati, ove concorrano le condizioni volute dalla legge 29 marzo 1903, n. 103, potranno esercitare il diritto di riscatto e l'assunzione diretta dell'esercizio a termini della legge medesima.

Art. 3.

Un esemplare del detto statuto, come sopra modificato, vistato d'ordine Nostro, forma parte integrante del presente decreto.

Art. 4.

L'approvazione dello statuto consorziale lascia impregiudicata ogni determinazione del Governo circa la concessione della ferrovia.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 30 settembre 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
GIANTURCO.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

STATUTO
del Consorzio per la ferrovia Siracusa-Vizzini.

Art. 1.

Il Consorzio istituito fra la provincia di Siracusa, ed i comuni di Siracusa, Sortino, Ruscemi, Palazzolo, Cassaro, Ferla, Giarratana, Chiaramonte, Monterosso, Ragusa, Vizzini, Floridia e Solarino ha per iscopo la costruzione e l'esercizio di una ferrovia a scartamento ridotto fra Siracusa e Ragusa con diramazione per Vizzini, e viene denominato Consorzio per la ferrovia Siracusa-Ragusa-Vizzini.

Art. 2.

Le quote di concorso degli enti componenti il Consorzio, sono complessivamente stabilite nella somma di L. 195,488.17, ripartite come appresso e pagabili in 10 rate annuali, a cominciare dal giorno in cui si avrà la concessione.

Provincia di Siracusa	L.	100,000 00
Comune di Siracusa	»	19,770 40
» » Sortino	»	6,933 00
» » Buscemi	»	1,735 45
» » Palazzolo	»	9,389 50
» » Cassaro	»	140 72
» » Ferla	»	3,342 80
» » Giarratana	»	2,317 20
» » Chiaramonte Gulfi	»	6,556 35
» » Monterosso Almo	»	3,847 55
» » Ragusa	»	20,227 85
» » Vizzini	»	11,196 40
» » Floridia	»	7,561 45
» » Solarino	»	2,469 50
	L.	195,488 17

Qualunque altra offerta legale potrà essere deliberata in seguito dagli enti consorziati - sia sotto forma di contributo in somma determinata, sia sotto forma di sussidio chilometrico annuo - e sarà imputata ad aumento delle attività del Consorzio.

Le spese per la redazione del progetto e per la costituzione e per il funzionamento amministrativo del Consorzio saranno ripartite per metà alla provincia di Siracusa e per metà fra i diversi Comuni interessati in ragione della loro popolazione.

Art 3.

L'assemblea consorziale si compone dei delegati della Provincia e dei Comuni nel numero qui appresso determinato:

Siracusa (Provincia)	dieci
Siracusa (Comune)	due
Sortino »	uno
Buscemi »	uno
Palazzolo »	due
Cassaro »	uno
Ferla »	uno
Giarratana »	uno
Chiaramonte »	uno
Monterosso »	uno
Ragusa »	due
Vizzini »	due
Floridia »	uno
Solarino »	uno

Art. 4.

Potranno in seguito fare parte del Consorzio altri enti, i quali avranno i propri delegati in proporzione delle quote di concorso.

Art. 5.

Il Consorzio s'intenderà continuativo per tutta la durata della concessione governativa.

Art. 6.

I rappresentanti delle Provincie e dei Comuni o di altri enti, dureranno in carica 5 anni, ed in caso d'incapacità legale, dimissione o decesso, saranno surrogati entro due mesi. Coloro i quali surrogano rappresentanti anzi tempo scaduti, dureranno in carica soltanto pel tempo in cui avrebbero dovuto restarvi i loro predecessori.

Art. 7.

Il Consorzio ha la sua sede in Siracusa nel palazzo della Provincia; e per conseguenza tutti gli atti che da esso emanano saranno sottoposti, ai termini di legge, all'approvazione dell'autorità tutoria e politica dell'anzidetta provincia.

Dell'assemblea consorziale.

Art. 8.

L'assemblea consorziale viene normalmente convocata due volte l'anno, nel secondo lunedì d'aprile e d'agosto e straordinariamente tutte le volte che ne riceverà invito dall'autorità tutoria e nei casi previsti dall'art. 14 lettera *n*) del presente statuto.

Art. 9.

Spetta all'assemblea consorziale di approvare:

a) il contenuto, i limiti e le norme della concessione, i capitolati d'onere da imporre agli eventuali subconcessionari o ai concessionari che riceveranno la concessione direttamente dallo Stato, se essi vorranno godere di tutto o di parte delle somme deliberate o deliberande dagli enti consorziati per la esatta esecuzione degli impegni assunti. Però, qualora il Consorzio assuma esso stesso la funzione di diretto concessionario ed effettui poi una subeconcessione, salvi sempre allo Stato i diritti di cui all'art. 284 della legge 20 marzo 1865 allegato *F*, i Comuni interessati, ove concorrano le condizioni volute dalla legge 29 marzo 1903, n. 103,

potranno esercitare il diritto di riscatto e l'assunzione diretta dell'esercizio a termini della legge medesima;

b) i bilanci annuali preventivi e i conti consuntivi;

c) il riparto consuntivo delle spese da sostenersi dal Consorzio;

d) il riparto degli utili eventuali e delle spese in genere, in proporzione delle quote di concorso degli enti interessati o dei criterî regolativi adottati;

e) gli organici e gli stipendi degli impiegati;

f) le obbligazioni contratte dai rappresentanti, nel nome proprio, in via di urgenza, prima della costituzione del Consorzio;

g) le convenzioni del Governo.

Art. 10.

L'assemblea consorziale sarà presieduta dal presidente, che ha la rappresentanza del Consorzio, da nominarsi dal Comitato permanente.

Art. 11.

L'assemblea consorziale non può deliberare in prima convocazione se non interviene la metà almeno dei suoi rappresentanti.

In seconda convocazione delibera con qualunque numero dei delegati.

Del Comitato permanente.

Art. 12

In seno all'assemblea sarà nominato un Comitato permanente o Consiglio di amministrazione composto di quattro membri eletti a maggioranza assoluta di voti.

Art. 13.

I quattro membri del Comitato permanente nomineranno il presidente, il quale presiederà anche l'assemblea consorziale e rappresenterà il Consorzio a tutti gli effetti civili ed amministrativi.

Il presidente dura in carica cinque anni, e la eventuale sua surrogazione sarà regolata nel modo stabilito dall'art. 6.

Art. 14.

Il Comitato permanente:

a) amministra il consorzio nei limiti determinati dal presente statuto;

b) provvede all'esecuzione delle deliberazioni dell'assemblea;

c) prepara e presenta all'assemblea il bilancio delle entrate e delle spese, i conti consuntivi, la liquidazione degli utili eventuali da attribuirsi al Consorzio, la quota delle spese spettanti a ciascun ente annualmente.

d) conclude le convenzioni deliberate in massima dall'assemblea e delibera quelle relative alla espropriazione o concernenti atti di semplice amministrazione;

e) presiede agli appalti e stipula i contratti deliberati dall'assemblea;

f) propone l'organico degli impiegati e dei salariati;

g) spedisce i mandati;

h) sospende gli impiegati, riferendone all'assemblea; propone all'assemblea la revoca del segretario, nomina, sospende e revoca i salariati;

i) provvede al servizio di Cassa, nominando, ove occorra, un cassiere;

k) delibera, nei casi di urgenza sugli affari che sarebbero di competenza dell'assemblea, sotto la propria responsabilità, però con l'obbligo di riferirne all'assemblea alla prima convocazione di essa;

l) vigila perchè i Consigli provinciali e comunali od altri enti stanzino nei loro bilanci le somme impegnate, e provoca, ove occorra, dai prefetti le opportune provvidenze; perchè in caso di difetto vengano iscritte di ufficio le somme stesse, e che ai sensi delle leggi, nessuna opposizione, nè in via amministrativa, nè in via giudiziaria, possa venire a sospendere il pagamento (legge 29 giugno 1873, art. 8, n. 1475;

m) vigila, sorveglia e controlla, nei limiti dei capitolati di oneri accettati dai concessionari, l'osservanza dei patti relativi alle tariffe, agli orari, alle ammissioni del personale e ad ogni altro interesse riservato agli enti consorziati;

n) convoca l'assemblea e ne invita i componenti almeno 10 giorni prima, indicando eventualmente il giorno in cui avverrà la seconda riunione. Determina l'ordine del giorno per le materie da deliberare specificandone il contenuto nella lettera d'invito;

o) rende conto della sua amministrazione ed amministra il Consorzio, ed esercita le attribuzioni che, per analogia, sarebbero proprie delle Giunte municipali.

Bilanci preventivi e consuntivi.

Art. 15.

Il bilancio preventivo contiene la previsione delle spese e degli introiti e determina il carico dei singoli enti appartenenti al Consorzio per l'anno finanziario susseguente e sempre in base a quanto è detto all'art. 2°.

Art. 16.

Il bilancio discusso ed approvato dall'assemblea generale nella sessione ordinaria sarà comunicato immediatamente a cura del Comitato permanente agli enti componenti il Consorzio, perchè provvedano agli stanziamenti, nei rispettivi bilanci dell'anno successivo.

Art. 17.

I conti dell'Amministrazione saranno chiusi col 30 giugno di ogni anno.

Disposizioni generali.

Art. 18.

Le funzioni dei membri dell'assemblea e del Comitato permanente sono gratuite.

Art. 19.

L'assemblea potrà in qualunque tempo introdurre nel presente statuto, previa sanzione Sovrana, quelle modificazioni od aggiunte che crederà necessarie, purchè tali modificazioni od aggiunte ottengano almeno un voto più della metà di tutti i delegati.

Art. 20.

Sciogliendosi il Consorzio, dopo avere esaurito il suo scopo, a termini dell'art. 5 si procederà alla liquidazione di tutte le attività e passività.

Soddisfatti gli obblighi consorziali ogni rimanenza sarà divisa tra i vari enti, in proporzione del concorso di ciascuno.

Disposizioni transitorie.

Art. 21.

Avendo già gli enti consorziati proceduto alla nomina dei loro rappresentanti, i quali alla loro volta hanno già nominato il Comitato permanente e questo il presidente, che ha la rappresentanza del Consorzio, restano fermate tali nomine, ai sensi del presente statuto, salvo per quegli enti che avessero nominato un numero maggiore o minore di rappresentanti ad essi assegnati, pei quali sarà fatto invito di procedere a novella nomina o alla riduzione delle nomine già fatte, nei limiti come sopra riferiti.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:

Il ministro segretario di Stato pei lavori pubblici

GIANTURCO.

Il numero **DXXVIII** *(parte supplementare) della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la domanda del Consorzio irriguo delle acque di Vignazza ed Aquino, in comune di Monreale, provincia di Palermo, diretta ad ottenere la facoltà di riscuotere il contributo dei soci con i privilegi e nelle forme fiscali;

Visto l'atto di costituzione del Consorzio in data 11 maggio 1903;

Veduto il regolamento e gli altri atti relativi;

Vista la deliberazione 16 giugno 1907 con la quale si accettano le modificazioni al regolamento suggerite dal nostro ministro per l'agricoltura, l'industria ed il commercio;

Viste le leggi 29 maggio 1873, n. 1387, (serie 2ª) e 28 febbraio 1886, n. 3732, (serie 3ª);

Sulla proposta del predetto Nostro ministro per l'agricoltura, l'industria ed il commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Al Consorzio irriguo delle acque di Vignazza ed Aquino, in comune di Monreale, provincia di Palermo, è accordata la facoltà di riscuotere il contributo dei soci con i privilegi e nelle forme fiscali.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° dicembre 1907.

VITTORIO EMANUELE.

Cocco-Ortu.

Visto, *Il guardasigilli:* Orlando.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti RR. decreti:

Sulla proposta del ministro dell' interno:

N. DXXVI (Dato a Roma, il 1° dicembre 1907), col quale il ricovero di mendicità « Giuseppe Raffaele Antonucci » di Popoli (Aquila) è eretto in ente morale ed è approvato lo statuto organico relativo.

N. DXXVII (Dato a Roma, il 1° dicembre 1907), col quale l'asilo infantile « Paravicini » di Traona (Sondrio) è eretto in ente morale ed è approvato lo statuto organico relativo.

Sulla proposta del ministro d'agricoltura, industria e commercio:

N. DXXIX (Dato a Roma, il 1° dicembre 1907), col quale si modifica lo statuto del Monte di pietà di Scigliano.

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA

Numeri delle 254 obbligazioni della ferrovia di Cuneo (R. decreto 23 dicembre 1859, n. 3821, legge 5 maggio 1870, n. 5632), state sorteggiate nella 97ª estrazione del 14 dicembre 1907

N. 179 obbligazioni di 1ª emissione 5 0[0 da L. 400 di capitale nominale.

(R. decreto 26 marzo 1855)

182	204	226	287	309
348	363	385	428	447
503	577	665	672	767
778	780	810	863	897
904	1014	1063	1108	1113
1173	1379	1394	1441	1462
1484	1541	1654	1727	1798
1821	1889	1967	2032	2052
2055	2098	2153	2288	2335
2441	2467	2545	2563	2851
2872	2905	2926	2956	3293
3312	3359	3376	3448	3464
3496	3538	3585	3596	3639
3662	3666	3683	3711	3712
3771	3837	3901	4016	4272
4343	4370	4448	4474	4497
4531	4533	4588	4592	4672
4682	4786	4855	4947	4949
5016	5109	5128	5222	5287
5392	5421	5464	5696	5731
5750	5768	5777	5920	6177
6374	6409	6458	6507	6705
6739	6776	6781	6807	6963
7064	7109	7146	7267	7278
7281	7348	7428	7454	7519
7567	7577	7589	7633	7643
7710	7712	7733	7742	7773
7822	7857	7863	8016	8144
8228	8257	8359	8419	8489
8503	8627	8662	8699	8719
8799	8831	8843	8889	8981
9145	9189	9279	93 6	9392
9447	9731	9840	9881	9965
10078	10147	10159	10344	10386
10411	10428	10491	10576	10626
10717	10740	10757	11000	

Le suddette obbligazioni devono essere presentate al rimborso munite delle seguenti cedole, che non sono più pagabili in conto interessi, cioè:

dal n. 106 — scadenza 1° luglio 1908
al » 120 — » 1° luglio 1915.

N. 75 obbligazioni di 2ª emissione 3 0[0 da L. 500 di capitale nominale.

(R. decreto 21 agosto 1857)

193	455	524	728	1127
1186	1237	1487	1587	2013
2196	2602	2876	3150	3257
3769	3827	3855	3986	3993
4162	4329	4729	4792	5014
5513	5576	5981	6021	6107

7010	8017	8030	8083	8664
8748	9047	9064	9114	9679
9852	10194	10198	10361	10663
10704	10710	10851	10972	11122
11201	11385	11659	11773	12225
13479	13520	13533	13593	13678
14075	14078	14208	14380	14572
14583	14631	14874	15041	15162
15332	15349	15424	15877	15963

Le suddette obbligazioni devono essere presentate al rimborso munite delle seguenti cedole, che non sono più pagabili in conto interessi, cioè:

dal n. 102 - scadenza 1° luglio 1908
al n. 122 - id. 1° luglio 1918.

Dal 1° gennaio 1908 avrà luogo il rimborso del capitale nominale delle obbligazioni come sopra estratte, mediante mandati esigibili presso le sezioni di R. tesoreria, che saranno emessi in seguito a regolare domanda da presentarsi direttamente a questa Direzione generale od a mezzo delle Intendenze di finanza, con restituzione delle obbligazioni stesse munite delle cedole suindicate che non sono più pagabili in conto interessi, poichè le obbligazioni medesime cessano di fruttare interessi dal 31 dicembre 1907.

Roma, addì 14 dicembre 1907.

Per il Direttore Generale
LUBRANO.
Per il Direttore Capo della Divisione 6ª
ENRICI.
Visto: *per l'Ufficio di riscontro della Corte dei conti*
MONACELLI.

AVVERTENZA

(Articolo 194 del regolamento annesso al R. decreto 8 ottobre 1870 n. 5942).

I possessori delle obbligazioni o delle cartelle dei debiti, che sono in corso d'estinzione per via di periodiche estrazioni a sorte sono tenuti, prima dell'esibizione delle cedole in occasione dei pagamenti semestrali, a riscontrare le tabelle di estrazione che trovansi affisse negli uffici delle sezioni di R. tesoreria e degli altri contabili incaricati del pagamento semestrale, onde accertarsi se i numeri d'iscrizione delle relative obbligazioni o cartelle non vi si trovino compresi.

In difetto di tale riscontro, non si ha diritto a fare reclamo alcuno, qualora la sezione di R. tesoreria e gli altri contabili incaricati del pagamento, paghino l'importare delle cedole esibite la cui somma debba, come è disposto dall'art. 211, essere ritenuta sul capitale dell'obbligazione o della cartella divenuta infruttifera immediatamente dopo l'estrazione, o a principiare dal semestre successivo.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 482,448 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 150-140, al nome di Casano *Teresa* fu Salvatore, nubile, domiciliata a Palermo, n. 443,987 di L. 300-280 intestata come sopra, n. 424,910 di L. 266 25-248.50 intestata come sopra, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Casano *Maria-Teresa* fu Salvatore, nubile, domiciliata a Palermo, vera proprietaria delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette inscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0 cioè: n. 408,151 d'inscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 1,303,669 consolidato 5 0[0) per L. 30,28, al nome di *Mazzari* suora Concetta fu Francesco, nubile, domiciliata in Aragona (Girgenti), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Marrazzi* suora Concetta, ecc. (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta inscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75-3.50 0[0, cioè: n. 300,260 d'inscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 1,145,934, consolidato 5 0[0) per L. 56.25 e 52.50 al nome di Ricciardi Matteo ed Antonio fu *Antonio*, minori sotto la patria potestà della madre Pizzo Luisa, domiciliati in Salerno, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Ricciardi Matteo ed Antonio fu *Matteo*, minori ecc., il resto come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*)

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 456,955 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 75.70 (già n. 1,360,937 del consolidato 5 0[0), al nome di Seymandi Ernesto fu Carlo e n. 456,956 di iscrizionè per L. 75.70 (già n. 1,360,898 del consolidato 5 0[0), al nome di Seymandi-Luisa (o Luigia) fu Carlo, moglie di Atzori Flavio, vincolate ambedue d'usufrutto vitalizio a favore di Marentier Maria fu *Isidoro*, vedova di Seymandi Carlo, furono così vincolate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all' Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece vincolarsi a favore di Marentier Maria fu *Francesco-Teodoro*, vedova di Seymandi Carlo, vera usufruttuaria delle rendite stesse.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0[0 cioè: n. 245,734 e 245,735, d'inscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente ai nn. 1,044,815 e 1,044,816 del consolidato 5 0[0) per L. 277.50 - 259 e 577.50 - 539, al nome di Ageno *Emanuelle-Giuseppe* ed *Angela-Maria*, minori, fu Giacomo, sotto la patria potestà della madre, Aste Maddalena, domiciliati in Recco (Genova), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all' Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Ageno *Emanuele-Giuseppe* e *Maria-Angela*, minori, fu Giacomo, ecc., come sopra, veri proprietari delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Il signor Salvagno Giovanni fu Giovanni Battista ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 829 ordinale, 763 di protocollo e n. 6195 di posizione, statagli rilasciata dalla Intendenza di finanza di Cuneo, in data 8 giugno 1907, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L 10, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Salvagno Giovanni fu Giovanni Battista il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Scocci Frediano di Vincenzo ha denunziato lo smarmento della ricevuta n. 716 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d' Italia di Lucca in data 10 settembre 1907, in seguito alla presentazione per conversione di un certificato della rendita complessiva di L. 5, consolidato 5 0[0.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Scocci Frediano di Vincenzo il nuovo titolo proveniente dal l' eseguita operazione senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Reggiani Ivone fu Ermogene ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 13 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Reggio Emilia, in data 12 gennaio 1907, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 35, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al sig. Reggiani Ivone fu Ermogene il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA.

3° AVVISO.

Questa Direzione generale ha proceduto alla conversione nel consolidato 3.75-3.50 0[0 del certificato del consolidato 5 0[0, numero 134,863[317,803, della rendita di L. 5, intestato a Francese Andrea fu Gennaro, portante a tergo dichiarazione di cessione fatta dal titolare a favore di Civale Giuseppe fu Crescenzo di Majori.

Si previene chiunque possa avervi interesse che il primo mezzo foglio del predetto certificato del consolidato 5 0[0, contenente la dichiarazione suaccennata, è stato unito al nuovo certificato del consolidato 3,75-3.50 0[0, emesso in sostituzione per conversione, formandone parte integrante e che perciò isolatamente non ha alcun valore.

Roma, il 28 dicembre 1907.

Il direttore generale
MORTARA.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d' importazione è fissato per oggi, 30 dicembre, in lire 100.01.

Il prezzo del cambio che applicheranno le dogane nella settimana dal giorno 30 dicembre 1907 al giorno 5 gennaio 1908, per daziati non superiori a lire 100, pagabili in biglietti è fissato in lire 100.00.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell' industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

28 dicembre 1907.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % *netto*.	103 75 46	101 87 46	101.90 48
3 1/2 % *netto*.	102 61 25	100 86 25	100 89 11
3 % *lordo*....	69 66 67	68.46 67	69.08 02

CONCORSI

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

CONCORSO ad un posto di vice segretario di 2ª classe nel Ministero d'agricoltura, industria e commercio.

IL MINISTRO D'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Determina:

Art. 1.

È aperto il concorso ad un posto di vice segretario di 2ª classe (con lo stipendio annuo di L. 2000) nel Ministero d'agricoltura, industria e commercio, riservato ai laureati in scienze agrarie.

Art. 2.

Gli aspiranti devono far pervenire al Ministero d'agricoltura, industria e commercio (divisione 1ª) non più tardi del 29 febbraio 1908, le loro domande in carta bollata da una lira, corredate dai documenti indicati qui appresso:

1° atto di nascita dal quale risulti che il concorrente alla data del 29 febbraio 1908, avrà compiuto il 18° e non oltrepassato il 30° anno di età;

2° certificato di sana costituzione fisica di data non anteriore al 1° febbraio 1908;

3° certificato di cittadinanza italiana;

4° certificato di soddisfatto obbligo della leva militare o di iscrizione nella lista di leva, qualora la classe del concorrente non sia ancora stata chiamata;

5° certificato di buona condotta di data non anteriore al 1° febbraio 1908;

6° certificato di immunità penale di data non anteriore al 1° febbraio 1908;

7° diploma originale di laurea, al quale dovrà unirsi un certificato debitamente autenticato, dimostrante i punti ottenuti nelle singole prove finali.

Art. 3.

Il concorso è per esami.

Gli esami comprendono queste materie:

lettere italiane; storia e geografia; lingua francese; lingua inglese o tedesca; agraria; zoologia; botanica; chimica agraria.

Gli esami si dànno sui programmi annessi al presente decreto; essi sono orali per tutte le materie, scritti per le lingue straniere e per due delle altre materie tecniche.

Ogni concorrente, nella domanda d'ammissione al concorso, deve dichiarare su quale o quali delle suddette lingue straniere, oltre la francese, intende di essere esaminato.

Gli esami si daranno in Roma, nel Ministero d'agricoltura, industria e commercio, incominciando alle ore 9 del giorno 10 marzo 1908.

Roma, addì 14 dicembre 1907.

Il ministro
F. COCCO-ORTU.

PROGRAMMI DI ESAME

Lettere italiane.

I secoli della letteratura italiana — Carattere di ciascuno di essi — Principali scrittori.

Storia d'Italia.

Stato d'Italia alla fine del secolo XV.

Lodovico il Moro e Carlo VIII — Carlo VIII a Firenze e a Napoli — Battaglia di Fornovo — Gli Spagnoli a Napoli — I Francesi a Milano — Luigi XII e la Repubblica di Venezia — Luigi XII e Alessandro VI — I Francesi a Napoli.

Giulio II — La Lega di Cambrai — Guerre che ne seguirono sino al trattato di Noyon.

La riforma religiosa — Guerre tra Francesco I e Carlo V — Pace di Cambrai — Clemente VII e Carlo V — Assedio di Firenze — Alessandro de' Medici — Cosimo I — I Farnesi a Parma — Genova e Andrea Doria.

Nuova guerra tra Francia e Spagna — Battaglia di San Quintino — Emanuele Filiberto — Pace di Chateau-Cambrêsis.

Stato d'Italia — Preponderanza spagnuola — Le guerre contro i turchi e la battaglia di Lepanto.

Carlo Emanuele I — Guerra per la successione di Mantova e del Monferrato — Trattato di Ratisbona e di Cherasco.

Nuove guerre tra Francia e Spagna — Vittorio Amedeo I — La guerra civile in Piemonte — Pace de' Pirenei tra Francia e Spagna.

Misera condizione delle provincie italiane soggette a Spagna — Sollevamenti in Sicilia e in Napoli.

Vittorio Amedeo II — Venezia contro i Turchi — Sue conquiste, confermate nella pace di Carlowitz.

Guerra della successione di Spagna — Battaglia di Torino — Pace di Utrecht — Pace di Rastadt.

Guerra di Morea — Pace di Passarowitz.

Il regno di Vittorio Amedeo II in Sicilia — Gli austriaci a Milano e a Napoli — Guerre di Sardegna e di Sicilia — Vittorio Amedeo II nel regno di Sardegna — Guerra della successione di Polonia — Guerra della successione austriaca.

I Borboni nelle Due Sicilie — Fine della dinastia Medicea — Casa di Lorena — Borboni a Parma — Le riforme.

Rivoluzione francese — Invasione dei francesi in Italia — Guerra di Napoleone Bonaparte — Trattato di Campoformio — Condizioni dell'Italia — Stati vecchi e nuovi — Gli austro-russi — Ritorno di Napoleone — Marengo — La Repubblica italiana.

Il Regno italico; gli altri Stati italiani; condizione di alcune Provincie, e specialmente di Roma, annesse all'Impero francese — Caduta di Napoleone — Trattato di Vienna.

Le restaurazioni ed i mutamenti in Italia dopo il trattato di Vienna.

I moti per la libertà e l'indipendenza — Riforme e rivoluzione del 1848 — La guerra di Lombardia — Novara — La difesa di Roma e di Venezia — Le restaurazioni — Il Piemonte — Alleanza franco-piemontese — Le guerre per l'indipendenza e l'unità d'Italia nel 1859 e 1860-61 — Regno d'Italia; principali avvenimenti sino ai nostri giorni.

GEOGRAFIA.

Parte 1ª.

Geografia politica.

Nozioni di etnografia.

Descrizione di un Paese o di uno Stato: Cenno storico — Posizione — Confini — Divisioni — Orografia — Idrografia — Clima — Popolazione — Istituzioni politiche — Città principali.

Europa — Suoi Stati — Dell'Italia in particolare.

Asia — Stati principali.

Africa — Stati e popoli principali.

America — Stati principali.

Oceania — Divisioni principali.

Parte 2ª.

Geografia commerciale.

Italia. — Ricchezze minerarie dell'Italia — Le altre industrie estrattive, e specialmente la pesca — Agricoltura e industrie agricole e forestali — Principali industrie manufattrici — Centri di produzione e di consumo.

Commercio interno ed estero — Vie di comunicazione — Navi-

gazione e porti — Notizie speciali sui porti più importanti di Italia e sui porti esteri loro concorrenti — Emigrazione e correnti emigratorie — Colonie commerciali dell'Italia.

Stati principali d'Europa, d'America e delle altre parti del mondo. — Cenni sulle loro condizioni economiche; sulle loro produzioni agrarie e manufattiere, sul loro commercio e sui rapporti commerciali coll'Italia e coi paesi esteri nostri concorrenti.

LINGUA FRANCESE.

Lettura e discorso famigliare.
Versione dall' italiano.

LINGUA INGLESE O TEDESCA.

Lettura.
Versione in italiano.

AGRARIA.

Parte 1ª.

Definizione e limiti dell'agraria — La pianta e il terreno — Formazione del terreno, principalmente d'alluvione — L'azione delle correnti riguardata nei tre periodi di corrosione, dejezione, deltazione — Strati del terreno, strato attivo, inerte, sottosuolo, strato impermeabile.

Terreno naturale, agrario, coltivabile, produttivo — Opere occorrenti per queste graduate trasformazioni — Tipo di un terreno perfetto — Fertilità del terreno — Conoscenza del terreno; mezzi e criteri empirici e razionali.

Proprietà fisiche, normali e variabili — Proprietà chimiche — Ricerche sulla vegetazione spontanea — Classificazione dei terreni.

Risanamento dei terreni — Apertura di canali — Uso di macchine idrovore — Apertura di emissari — Colmate di piano — Fognature.

Assestamento della superficie dei terreni — Condotta delle acque in piano e in colle — Colmate di monte — Dissodamenti — Abbruciamento o debbio — Ammendamenti diversi.

Lavoro del terreno, suoi effetti e sue principali maniere — L'efficacia dei lavori considerata rispetto alle condizioni del terreno e della stagione, alla perfezione e all'uso degli strumenti e delle macchine — Ricerche sulla quantità del lavoro.

Irrigazione — Quantità delle acque e diverse maniere di derivarle a vantaggio dell'agricoltura — Assettamento particolare dei terreni; rete dei condotti d'irrigazione e di scolo — Pratica dell'irrigazione — Ruota e orario — Effetti dell'irrigazione — Valore delle acque.

Sovescio — Condizioni della sua buona riuscita — Piante più adatte a tal uopo — Effetti del sovescio.

Concimi; loro principali classificazioni — Rassegna dei più importanti concimi vegetali, animali, minerali e misti — Del letame in particolare — Questioni pratiche sull'uso dei concimi — Tempo e modo della concimazione — Confronto degli effetti di un concime su diverse piante — Azione del terreno sui concimi — Metodo per adattare i concimi alle diverse qualità dei terreni e delle piante.

La pianta e l'atmosfera — Le condizioni della temperatura e della umidità, considerate in attinenza con la prospera riuscita delle piante agrarie — Mezzi e accorgimenti per attenuare i tristi effetti di alcune meteore — I climi o le regioni agrarie — La meteorologia congetturale.

Avvicendamento agrario; sue condizioni tecniche ed economiche — Scelta delle piante; ordine della loro successione — Esempi di avvicendamenti tolti dall'agricoltura italiana e straniera — Il maggese — La consociazione delle piante.

Propagazione delle piante — Della seminagione in particolare — Scelta e preparazione del seme — Diverse maniere di seminagione e confronto delle medesime — Pratica della seminagione

Parte 2ª.

Classificazione agronomica delle piante — Metodo per ben regolare lo studio della coltivazione di ciascuna pianta: 1° Ragguagli botanici; 2° Composizione chimica; 3° Clima; 4° Avvicendamento e consociazione; 5° Terreno; 6° Concimi; 7° Lavori preparatorî; 8° Seminagione; 9° Cure successive di coltivazione; 10° Raccolta; 11° Preparazione e conservazione del prodotto; 12° Cagioni nemiche; 13° Usi; 14° Conto di produzione; 15° Considerazioni particolari sull'importanza della pianta.

Piante da foraggio — Classificazione dei prati — Erbai e ferrana — Prati artificiali propriamente detti — Erba medica — Lupinella — Trifoglio — Sulla — Prati naturali propriamente detti o simili ai naturali — Prati asciutti — Prati irrigabili — Marcita.

Cereali — Frumento — Mais — Riso — Orzo — Avena — Segale, ecc.

Piante industriali — Da filo: canapa, lino, cotone, ecc. — Aromatiche: tabacco, luppolo — Oleifere: colza e ravizzone, papavero, ricino, ecc. — Tintorie: zafferano, guado, robbia, ecc.

Piante a tuberi e radici alimentari e industriali: pomi di terra, barbabietola, carota, ecc.

Civaie e ortaggi.

Alberi fruttiferi — Loro classificazione — Principî fondamentali della loro potatura — Forme più importanti.

Coltivazione della vite in filari, frammisti alle comuni piante erbacee — Coltivazione della vite in vigna.

Parte 3ª.

Produzione agraria; sue forze e suoi elementi naturali e artificiali — Le spese di produzione e il loro giusto rimborso — La specializzazione dei prodotti, riguardata nei suoi principî e nelle presenti condizioni dell'agricoltura italiana — Il lavoro e l'importanza dell'intelligenza direttiva — La divisione del lavoro; se e come possa adattarsi all'agricoltura.

Il capitale — I capitali dell'azienda rurale — I capitali fondiari — Il terreno — I fabbricati — Le piantagioni.

I capitali mobili del primo impianto dell'azienda — Il bestiame: qualità, numero e maniera economica di governo — Specie e razze principali; scelta e miglioramento — I foraggi e i lettimi — I concimi — Le sementi — Le macchine, gli strumenti, gli attrezzi, i veicoli

I capitali per l'ordinaria coltivazione — Il prezzo della mano d'opera — Le spese per tasse, amministrazione e vigilanza — Le spese per manutenzione, riparazione e assicurazione dei vari capitali.

Proporzioni e attinenze dei diversi capitali tra loro — Esempi desunti dalle note aziende.

La rendita; sua origine, e sue variazioni — I profitti; il salario — Considerazioni particolari sulle varie maniere di somministrare il salario agli operai agricoli.

I sistemi di coltura: loro classificazione e rassegna dei principali — Sistema forestale e pastorale — Sistemi agrari propriamente detti: alterni e continui — Scelta del sistema di coltura — La vecchia e la nuova statica agraria — I sistemi autositico ed eterositico: l'estensivo e l'intensivo — I miglioramenti e il credito — I limiti dell'agricoltura — I periodi agrari, considerati in ordine alla scelta dei sistemi di coltura — Le condizioni particolari del terreno e della produzione — Le spese fisse e variabili — Le condizioni generali — La popolazione, le strade, la ricerca commerciale — L'agricoltura dello Stato.

Ordinamento del servizio nell'azienda — Scelta delle persone — Operai permanenti e operai temporanei — Ripartizione delle incombenze — Formazione del calendario e dell'orario — Conservazione e vendita dei prodotti.

I registri tecnici e computistici — Formazione dei conti e il modo di tenere i conti in attinenza coi risultamenti economici dell'azienda — Conti analitici — Applicazioni.

Zoologia.

Caratteri dell'organismo animale — Tessuti elementari — Organi e funzioni; loro studio comparativo.

Nutrizione — Apparato digerente — Qualità degli alimenti — Loro trasformazioni; effetti dei succhi gastrico, enterico e pancreatico, e della bile — Assorbimento.

Sangue; sua composizione e suo ufficio — Circolazione; cuore e vene, arterie — Meccanismo della circolazione.

Respirazione e sue diverse maniere — Fenomeni chimici della respirazione.

Calore animale — Sue sorgenti; sue variazioni; sua misura.

Riproduzione — Generazione agamica e sessuale — Partenogenesi — Ermafroditismo — Età e tempo dell'accoppiamento — Uovo e sua fecondazione — Proprietà e caratteri trasmessibili — Ibridi e meticci — Sviluppo dell'embrione.

Secrezioni ed escrezioni considerate dal lato fisiologico, e dal lato dell'utilità che da parecchie di esse deriva all'agricoltura e ad altre industrie.

Sistema nervoso — Cervello e sue parti — Midollo spinale — Nervi; loro struttura, loro funzioni e distinzioni principali — Gran simpatico — Sensazioni e organi sensori.

Movimento — Organi e disposizioni di essi — Meccanica del movimento — Voce.

Classificazione degli animali e caratteri delle divisioni — Descrizione dei generi e delle specie dei mammiferi, degli uccelli e degli insetti che hanno maggiore importanza per l'agricoltura.

Distribuzione geografica degli animali — Migrazioni.

Botanica.

Organografia — Radice — Caule — Foglia — Gemma — Fiore — Infiorescenza — Frutto — Seme.

Anatomia — Cellule, vasi — Tessuti corrispondenti e studio di essi negli organi sopraindicati — Metamorfosi principali — Fisiologia — Funzioni di nutrizione — Alimenti — Assorbimento del suolo — Circolazione — Traspirazione — Assorbimento aereo — Respirazione — Assimilazione — Accrescimento — Escrezioni.

Funzioni di riproduzione — Fecondazione — Ibridismo — Maturazione.

Disseminazione — Germogliazione — Moltiplicazione per gemma — Riproduzione delle crittogame e particolarmente dei funghi.

Tassonomia — Sistema di C. Linneo — Metodo di A. L. De Jussieu — Metodo di A. P. De Candolle.

Descrizione di famiglie, generi e specie di maggiore importanza per l'agricoltura e per la silvicoltura.

Distribuzione geografica delle principali piante agrarie e forestali.

Chimica agraria.

L'atmosfera considerata nei suoi effetti chimici sulla pianta e sul terreno.

Composizione della pianta — Fenomeni chimici del germogliamento, della nutrizione, della maturazione.

Composizione del terreno — Mezzi per determinarla.

Acque potabili e acque d'irrigazione — Saggi corrispondenti — Concimi; loro composizione, saggi corrispondenti — Cautele nella preparazione dei concimi — Concimi artificiali — Azione del terreno sui concimi — Valore dei concimi — Ammendamenti.

Avvicendamento e maggese.

Fermentazioni.

Le principali industrie rurali studiate nella loro dipendenza dalla chimica — Enotecnia — Oleificio — Caseificio — Macerazione delle piante da filo — Alimentazione del bestiame.

Parte non Ufficiale

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Sabato, 28 dicembre 1907

Presidenza del presidente CANONICO.

La seduta è aperta alle ore 15.10.

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del processo verbale della tornata precedente il quale è approvato.

Sunto di petizioni ed elenco di omaggi.

ARRIVABENE, segretario. Legge il sunto delle petizioni e degli omaggi pervenuti al Senato.

Comunicazione di progetti di legge.

ARRIVABENE, segretario. Comunica i titoli dei progetti di legge presentati dai ministri del tesoro, di agricoltura, industria e commercio e dei lavori pubblici e delle relazioni degli Uffici centrali.

Comunicazione.

PRESIDENTE. Avverte che il senatore Tommasini si dimett da Commissario di vigilanza all'Amministrazione del fondo per il culto.

Approvazione o rinvio allo scrutinio segreto di disegni di legge.

ARRIVABENE, segretario. Dà successivamente lettura dei seguenti disegni di legge, che sono approvati o rinviati allo scrutinio segreto, senza discussione:

Proroga del corso legale dei biglietti di Banca e delle agevolezze fiscali per la liquidazione delle immobilizzazioni degli Istituti di emissione;

Proroga a tutto il 30 giugno 1908 delle disposizioni sulla cedibilità degli stipendi;

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento su alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1907-908.

Discussione del disegno di legge: « Prelevazione di L. 14,900 dal fondo di riserva per le spese impreviste del bilancio dell'Amministrazione del fondo per il culto per l'esercizio 1907-908, per maggiore spesa di retribuzione al personale straordinario » (N. 737).

ARRIVABENE, segretario, dà lettura del progetto di legge.

VISCHI. Fa rilevare che il presente progetto di legge è una conseguenza di ciò che si era preveduto nei passati esercizi finanziari dell'Amministrazione del Fondo per il culto.

Egli ed altri senatori dissero che occorreva sistemare la posizione dei pochi avventizi che lavorano presso quell'Amministrazione, non solo per sentimenti di giustizia e di benevolenza, ma ancora nell'interesse della cosa pubblica.

Ricorda che in seguito ad un monito della Giunta del bilancio nell'altro ramo del Parlamento, il predecessore del ministro Orlando si indusse ad abolire lo stanziamento per il pagamento di quegli avventizi.

Si riferisce alla relazione della Commissione di finanze per far rilevare come non sia giusto che lo Stato licenzi padri di famiglia, i quali hanno servito per molti anni, ed ora si troverebbero nella impossibilità di trovare altra occupazione.

D'altra parte conviene tener conto del fatto che il lavoro di quell'Amministrazione, specialmente in forza di leggi speciali, è ora tale che non consente la diminuzione del numero degli impiegati.

Prende atto delle buone disposizioni e delle promesse, specialmente avute dall'attuale ministro di grazia e giustizia e dei culti, per la definitiva sistemazione di quei pochi avventizi; ma vorrebbe che egli provvedesse nel più breve tempo, prima del giugno 1908, anche nell'interesse della cosa pubblica.

ORLANDO, ministro di grazia e giustizia e dei culti. Ricorda i precedenti del disegno di legge, per dissipare un dubbio del senatore Vischi, relativamente a dichiarazioni e promesse che non a lui spettano, ma ai suoi predecessori.

Quando assunse l'ufficio, trovò prestabilita una determinazione per la eliminazione delle somme per gli stipendi degli avventizi dell'Amministrazione del fondo per il culto, fatta d'accordo fra il ministro di grazia e giustizia e la Giunta del bilancio.

Dichiara che qualche cosa nel senso di una sistemazione organica bisogna fare, per cancellare fin anche il ricordo di questi impiegati irregolari.

Pur non essendo facile la sollecita definizione della questione, egli promette di soddisfare il desiderio del senatore Vischi.

VISCHI. Non ha simpatia per gli alti papaveri, ma per i più umili.

È dovere del Governo di sistemare il personale avventizio dell'Amministrazione del Fondo per il culto, il quale non può lavorare sotto l'incubo di un imminente licenziamento.

Ringrazia, in nome dell'equità e dell'interesse della cosa pubblica, il ministro delle fatte dichiarazioni, e spera che presto venga il richiesto disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione.

L'articolo unico del disegno di legge è rinviato allo scrutinio segreto.

Discussione del disegno di legge: « Autorizzazione di spese per provvedimenti resi urgenti dal terremoto e dalle piene dei fiumi dell'ottobre 1907 e assegnazione di maggiori fondi in favore dei Comuni colpiti dalla eruzione del Vesuvio dell'aprile 1906, nonchè per riparazioni ad opere dello Stato e per concorsi e sussidi ad opere provinciali, comunali e consortili, danneggiate o minacciate da alluvioni e frane » (N. 738).

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del disegno di legge.

PRESIDENTE. Ricorda che alla discussione di questo disegno di legge era stata rimandata l'interpellanza dei senatori Veronese, Tassi e Rossi Luigi al presidente del Consiglio ed al ministro dei lavori pubblici, intorno alla sistemazione organica dei corsi di acqua.

VERONESE. Nell'ultima seduta, chiese che la sua interpellanza fosse rinviata alla ripresa dei lavori del Senato, perchè in questo scorcio di tornate la questione gravissima della sistemazione dei corsi d'acqua non può essere trattata con tutta l'ampiezza che merita.

Critica l'istituzione della Commissione, la quale deve proporre una migliore coordinazione dell'azione dei Ministeri dei lavori pubblici e dell'agricoltura, industria e commercio, e le modificazioni da introdursi agli ordinamenti legislativi per rendere più facile l'azione dei Ministeri stessi, per quanto riguarda la sistemazione dei corsi d'acqua.

Ricorda la sua precedente interpellanza sulle inondazioni del Veneto nel 1905, ed i provvedimenti che allora egli indicò, e riconosce che quelli ultimamente emanati dal Governo rientrano nell'ordine di idee allora da lui esposto.

Dà ragione del dubbio, accennato nella seduta del 21 dicembre, che l'istituzione della Commissione, cui ha alluso, non porti per conseguenza la sospensione della legge sul magistrato alle acque.

Esaminando sommariamente le principali disposizioni di questa legge, dimostra che essa non è una timida mossa per risolvere la questione del regime delle acque nel Veneto, ma che invece è qualche cosa di organico, da essere presa ad esempio per la sistemazione di tutti i nostri corsi d'acqua.

Lamenta che manchi il regolamento per la sua applicazione. Ciò è grave e pericoloso. Piuttosto che aspettare l'esperienza per compilare il regolamento, è meglio fare prima il regolamento, e poi modificarlo dietro l'esperienza.

Raccomanda che nel regolamento si provveda alla migliore applicazione dell'art. 22; che sia nominato il quarto ispettore di 1ª classe del Comitato tecnico; che sia provveduto a quegli argini, la cui difesa è urgente.

Concludendo confida che il ministro dei lavori pubblici curi la piena e sollecita esecuzione della legge sul Magistrato alle acque.

CADOLINI. Prega il ministro di andare a rilento nell'ampliazione della legge sul Magistrato alle acque, ampliazione che deve essere fatta per bacini. Se si vuole estendere l'applicazione del principio informatore della legge sul Magistrato alle acque, occorre istituire magistrati speciali, specialmente per il bacino del Po ed altri.

MEZZANOTTE, relatore. Osserva che con la legge presentata non si rimedia in modo assoluto ai vari inconvenienti che si sono lamentati. Riconosce però che essa segna un principio di miglioramento, tanto per quel che riguarda le opere idrauliche di prima e di seconda categoria, quanto per le spese maggiori occorrenti per la Calabria, per le frane ed alluvioni. Certo i fondi che oggi si richiedono non sono sufficienti, ma si augura che il ministro saprà provvedere per l'avvenire.

BERTOLINI, ministro dei lavori pubblici. Difende il decreto che ha istituita la Commissione speciale criticata dal senatore Veronese. Il decreto non lede in nulla il magistrato alle acque.

Ammette che la competenza del magistrato alle acque debba essere integrata con altri provvedimenti, che coordinino l'azione delle autorità centrali con quella delle autorità locali. E perciò è da desiderare che si esca una buona volta dalle aspirazioni teoriche, per concretare provvedimenti che rispondano a scopi precisi.

Questi sono gl'intendimenti suoi e del suo collega dell'agricoltura, industria e commercio.

Quanto al programma della difesa idraulica, intesa in senso lato, crede che non vi sia diversità di intendimenti tra il Governo e l'on. Veronese.

Quanto al personale del genio civile, osserva che è già stato presentato un disegno di legge che ne aumenta il numero e ne accresce gli stipendi.

Purtroppo nel genio civile vi sono numerosi vuoti, che occorre riempire. La deficienza di personale nel magistrato alle acque dipende appunto dalla deficienza di personale del genio civile.

Il senatore Veronese ha lamentato che ancora non si sia fatto il regolamento per l'esecuzione della legge sul magistrato alle acque.

L'oratore osserva che egli personalmente avrebbe desiderato che nella legge non vi fosse il precetto sancito dall'art. 22, ma, di fronte a tassative disposizioni, ha dovuto dare ordini perchè il regolamento venga al più presto compilato, deferendo al magistrato alle acque la composizione della Commissione che formulerà le norme regolamentari, le quali però non dovranno essere interpretative della legge, ma dovranno solo agevolare e determinare l'esecuzione della legge stessa.

Ammette il ritardo nell'applicazione della legge che non è imputabile al Governo, ma alla difficoltà di trovare il funzionario che volesse accettare di sovraintendere al magistrato.

Fortunatamente si è trovato il funzionario adatto il quale, e certamente l'on. Veronese dovrà ammetterlo, ha dato buona prova di sè, anche nelle recenti inondazioni.

Accetta che l'interpellanza del senatore Veronese sia svolta dopo le vacanze, ma avverte che non può rallentare i lavori della Commissione nominata per la difesa idraulica.

Riconosce le anomalie lamentate circa la classificazione delle opere di prima e seconda categoria; la sotto Commissione nominata all'uopo ha ormai completato il suo lavoro e, non appena possibile, egli convocherà la Commissione plenaria e presenterà un disegno di legge per la classificazione di queste opere.

Concorda con l'opinione espressa dall'on. Cadolini circa l'ampliazione da darsi alla legge sul Magistrato alle acque.

Ricorda che scopi principali della legge furono un ragionevole decentramento, un personale speciale e un'opera di coordinamento fra i due Ministeri di agricoltura, industria e commercio e dei lavori pubblici.

Spera di raggiungere questi scopi o, per lo meno, di dar modo ad altri di raggiungerli, d'accordo col suo collega d'agricoltura. Assicura il senatore Cadolini che curerà, per quanto gli sarà possibile, di non distrarre gli ingegneri e gli aiutanti del genio civile da quelle mansioni e da quegli studi a cui sono più adatti.

Osserva, peraltro, che il personale è molto limitato e non lo si può dividere in diverse branche.

È grato al senatore Mezzanotte per le parole a lui indirizzate nella relazione della Commissione di finanze; ma deve far notare che l'attuale disegno di legge non provvede che a cose urgenti;

e non pregiudica affatto tutti quei provvedimenti definitivi che saranno necessari a studi compiuti.

Per la provincia di Chieti poi egli deve ripetere ciò che già disse nell'altro ramo del Parlamento, che le condizioni di quelle strade provinciali sono gravi a causa specialmente della mancata manutenzione.

Non può che deplorare il sistema di ricorrere al concorso dello Stato, dopo avere per tanto tempo non adempiuto l'obbligo della manutenzione; e ciò dice in linea generale, pur tenendo conto delle condizioni del bilancio di quella Provincia.

Osserva che se il Genio civile limitò il fabbisogno richiesto dalla provincia di Chieti, ciò avvenne perchè volle restringere la spesa ai bisogni più urgenti.

Egli opina, come criterio generale, che convenga studiare gli indici aritmetici che determinano il bisogno delle strade provinciali, in modo che il concorso del Governo sia matematicamente determinato, all'infuori di qualsiasi considerazione speciale di favore verso l'una o l'altra Provincia.

Conchiude pregando il Senato di voler dare voto favorevole al progetto di legge, rilevando, come già fece nell'altro ramo del Parlamento, l'ammirevole opera prestata dall'esercito e dal Genio civile nei lamentati disastri. (Approvazioni).

VERONESE. Dichiara di non aver voluto censurare affatto il decreto omesso; egli ha solo espresso il dubbio che quel decreto potesse in parte sospendere l'applicazione della legge per il Magistrato alle acque; e dichiara pure di non avere voluto criticare l'opera del compianto ed illustre ministro Gianturco, il quale, anzi, si acquistò grande benemerenza per aver saputo condurre in porto quella legge.

Fa osservare che anche il ministro del tesoro dovrebbe interessarsi della frequenza dei disastri che avvengono in Italia, e dice che la più saggia economia nell'idraulica è quella non solo di far bene, ma anche di far presto.

Per lo svolgimento della sua interpellanza, egli si regolerà a seconda di ciò che avverrà nell'altro ramo del Parlamento intorno alle interpellanze mosse al Governo sullo stesso argomento.

Conchiude aderendo alle idee espresse dal senatore Cadolini.

MEZZANOTTE, relatore. Gli sembra impossibile che il Genio civile abbia potuto ridurre così notevolmente la somma proposta dall'Ufficio provinciale di Chieti.

Invita quindi il ministro a riesaminare la questione.

Quanto poi alle strade provinciali, fa notare che la provincia di Chieti si trova in migliore condizione di molte altre provincie, perchè quelle strade provinciali sono tutte appaltate. Quindi non è questione di manutenzione, ma di danni derivanti dalle frane; danni straordinari, ai quali non può provvedere la provincia.

Prega il ministro di voler eliminare tutti gli inconvenienti lamentati, risalendo alla causa di essi.

CADOLINI. Ringrazia il ministro, esprimendo la sua fiducia nelle promesse fatte.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Senza discussione sono approvati i 16 articoli, con le relative tabelle, del progetto di legge, il quale è rinviato allo scrutinio segreto.

Rinvio allo scrutinio segreto del disegno di legge: « Approvazione dell'eccedenza d'impegni per L. 171,150.09, verificatosi sull'assegnazione del capitolo n. 27: Magistrature giudiziarie - Personale (Spese fisse), dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1906-907 » (N 729).

ARRIVABENE, segretario, dà lettura del progetto di legge, che, senza discussione, è rinviato allo scrutinio segreto.

Votazione a scrutinio segreto.

TAVERNA, segretario, procede all'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto dei sei progetti di legge, oggi approvati per alzata e seduta.

Le urne rimangono aperte.

Approvazione di un disegno di legge.

ARRIVABENE, segretario, dà lettura del disegno di legge: « Concessione al comune di Parma di un mutuo di L. 2,750,000, all'interesse di favore del 3.50 per cento, estinguibile in 50 anni » (N. 726), che è approvato senza discussione.

Rinvio della discussione del disegno di legge: « Abolizione del lavoro notturno nell'industria della panificazione e delle pasticcerie » (N. 731).

ARRIVABENE, segretario, dà lettura del disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

CADOLINI. Osserva che in questo momento non gli sembra possa discutersi questo disegno di legge, di sua natura importantissimo, e propone che la discussione ne sia rimandata a tempo più opportuno.

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura, industria e commercio. Prega il senatore Cadolini di non insistere nella sua proposta.

Non conviene indugiare la discussione del disegno di legge, anche perchè in quasi 200 Comuni ne sono già applicate le disposizioni.

Le rappresentanze comunali di molte grandi città hanno fatto uffici vivissimi al Governo, perchè l'approvazione del disegno di legge sia sollecitata, anche in vista di accordi che non potrebbero avere la loro attuazione, senza l'approvazione del progetto, il quale è il risultato concreto di una inchiesta fatta nel paese.

Esso poi è accolto da tutti gl'interessati. Ritardandone l'approvazione, si perturberebbero gravi interessi, e si farebbe nascere una concorrenza dannosa.

CADOLINI. Le ragioni addotte dal ministro non lo persuadono. Se il progetto di legge fosse discusso immediatamente, egli darebbe voto contrario, perchè crede che solo da una discussione calma e ponderata potrebbero risultare utili emendamenti.

A suo avviso il Senato non deve approvare affrettatamente disegni di legge che possono produrre una perturbazione negl'interessi del paese.

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura, industria e commercio. Se il senatore Cadolini ha bisogno di un ulteriore studio del disegno di legge, egli non si oppone a che la discussione sia rimandata a lunedì.

PRESIDENTE. Propone, e il Senato consente, che intanto si discutano gli altri disegni all'ordine del giorno, e poi si deliberi intorno alla discussione di questo progetto di legge.

Approvazione di disegni di legge.

ARRIVABENE, segretario, dà lettura dei seguenti disegni di legge, che sono approvati senza discussione:

Aumento di L. 600,000 al capitolo n. 51: « Sussidi diversi di pubblica beneficienza » del bilancio 1907-908 del Ministero dell'interno (N. 727);

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento su alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno per l'esercizio finanziario 1907-1908 (N. 728).

Discussione del disegno di legge: « Modificazioni all'organico degli ufficiali del corpo sanitario militare, al testo unico delle leggi sugli stipendi ed assegni fissi pel R. esercito ed alla legge sull'avanzamento nel R. esercito » (N. 730).

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

VIGANO', ministro della guerra. Dimostra come il disegno di legge soddisfi ai bisogni del servizio sanitario militare.

Esso permette di porre, in tempo di pace, alla Direzione dei reparti degli ospedali militari, dei maggiori invece che dei capitani, in modo da dare stabilità ai servizi; in tempo di guerra, permette di porre alla testa degli stabilimenti sanitari militari, mobili e fissi, un personale superiore adatto; provvede alla carriera degli ufficiali nei diversi gradi; compie infine la serie dei

provvedimenti presi per migliorare le condizioni economiche del personale dipendente dall'Amministrazione della guerra.

Concludendo, ringrazia l'Ufficio centrale che ha esaminato con benevolenza il disegno di legge, ed il relatore che ne ha raccomandato l'approvazione al Senato.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Senza osservazioni si approvano gli articoli del progetto, che è rinviato allo scrutinio segreto.

Avvertenza del presidente.

PRESIDENTE. Il Senato si pronuncierà sulla proposta del senatore Cadolini, relativamente al disegno di legge per l'abolizione del lavoro notturno nell'industria della panificazione e delle pasticcerie, nella seduta di lunedì, alla quale è rimandata anche la discussione degli altri disegni di legge all'ordine del giorno.

Presentazione di relazione.

RATTAZZI presenta la relazione sul disegno di legge: « Approvazione della Convenzione 1° giugno 1907, per la liquidazione della gestione della rete Sicula, al 30 giugno 1905 » (N. 739).

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione a scrutinio segreto.

(I senatori, segretari, fanno la numerazione dei voti).

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Proclama il risultato della votazione a scrutinio segreto dei seguenti progetti di legge:

Proroga del corso legale dei biglietti di Banca e delle agevolezze fiscali per la liquidazione delle immobilizzazioni degli Istituti di emissione:

Votanti	71
Favorevoli	63
Contrari	8

(Il Senato approva).

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamenti su alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1907-908:

Votanti	71
Favorevoli	59
Contrari	12

(Il Senato approva).

Prelevazione di L. 14,900 dal fondo di riserva per le « spese impreviste » del bilancio dell'Amministrazione del Fondo per il culto per l'esercizio 1907-908, per maggiore spesa di retribuzione al personale straordinario:

Votanti	71
Favorevoli	58
Contrari	13

(Il Senato approva).

Autorizzazione di spese per provvedimenti resi urgenti dal terremoto e dalle piene dei fiumi dell'ottobre del 1907, e assegnazione di maggiori fondi in favore dei Comuni colpiti dall'eruzione del Vesuvio dell'aprile del 1906, nonchè per riparazioni ad opere dello Stato e per concorsi e sussidi ad opere provinciali, comunali e consortili danneggiate o minacciate da alluvioni e frane:

Votanti	71
Favorevoli	59
Contrari	12

(Il Senato approva).

Approvazione dell'eccedenza d'impegni per L. 171,150.09 verificatasi sull'assegnazione del capitolo n. 27 « Magistrature giudiziarie - Personale (spese fisse) » dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1906-907:

Votanti	73
Favorevoli	59
Contrari	14

(Il Senato approva).

La seduta termina alle ore 17.30.

DIARIO ESTERO

I giornali americani continuano ad occuparsi dell'attitudine dell'Inghilterra nel caso di un conflitto fra gli Stati Uniti e il Giappone; e anche il *New York Sun*, un organo conservatore animato per lo più da sentimenti amichevoli verso l'Inghilterra, è entrato in discussione.

Il giornale dichiara che il caso di una guerra fra il Giappone e gli Stati Uniti, che possiedono le Filippine, è contemplato dal trattato anglo-giapponese del 1905; e perciò il Giappone potrebbe chiamare l'alleata in soccorso. Però - soggiunge il giornale - il Governo liberale inglese ha concluso un trattato colla Russia che ha reso il precedente accordo col Giappone superfluo.

Quindi il *New York Sun* fa allusione alla notizia, che l'ammiragliato inglese avrebbe deciso di organizzare una forte squadra navale nel Pacifico, e conclude affermando che nelle circostanze attuali, se l'Inghilterra non accrescesse la sua forza navale nel Pacifico, ciò verrebbe interpretato dal Giappone come una prova delle sue intenzioni di non ottemperare al trattato del 1905. Se il Giappone riuscisse a sconfiggere la flotta americana, l'Inghilterra potrebbe uscirne per il rotto della cuffia dicendo che il suo soccorso non era necessario; ma, se avvenisse l'opposto, l'Inghilterra non giungerebbe in tempo a stabilire nel Pacifico una flotta di sufficiente potenzialità.

È a notare che il *New York Sun*, insieme al *New York World*, fu tra i giornali che deploravano più vivamente la crociera della squadra dell'Atlantico, definendola come una parata di jingoismo pericolosa.

***

Il Governo russo pare deciso di togliere alla Finlandia le concessioni autonome che fece nel 1905, sotto la pressione della rivolta in quella Provincia, mai russificata. Per prepararsi ad ogni avvenimento, numerose e sicure truppe sono in viaggio per la nobile Provincia. Un dispaccio da Pietroburgo 28 dicembre, dice:

« Le truppe inviate verso la frontiera finlandese sotto il comando del generale Bakhouline comprendono 80 uomini scelti di ogni reggimento della guardia del distretto di Pietroburgo, oltre a contingenti di tiragliatori. Questo invio viene giustificato dicendo che le truppe si recano a manovrare alla frontiera.

« Questi distaccamenti saranno seguiti da altri più forti.

« Nei circoli bene informati si considerano queste misure militari quale prodromo alla annessione al territorio dell'Impero della provincia di Viborg, divenuta centro principale della rivoluzione russa. Questa sarebbe più facilmente repressa mediante l'amministrazione e l'applicazione delle leggi russe ».

Il corrispondente da Pietroburgo della *Tribune*, di Londra, anche in data del 28, conferma tale partenza di truppe ed aggiunge:

« L'invasione della Finlandia può essere considerata stasera come cominciata.

« Infatti il primo treno militare composto di trenta vetture piene di soldati è partito oggi da Pietroburgo per la Finlandia ».

***

I giornali di Stoccolma pubblicano il proclama che il

re Gustavo V di Svezia ha indirizzato al popolo svedese nel salire al trono. Esso è il seguente:

« Nell'occasione della morte del mio bene amato padre io ho ricevuto da tutte le parti del nostro paese innumerevoli prove dell'amore che egli aveva saputo ispirare durante i lunghi anni del suo regno. È per me un dovere d'amore e un bisogno del mio cuore di ringraziare il popolo svedese de' suoi segni di simpatia e di tristezza.

« Io vi vedo non solamente le prove del dolore provato per la perdita di un Re amato, ma' anche e soprattutto l'espressione di questo sentimento d'associazione fra la Corona e il popolo, che fu un segno sempre distintivo della nazione svedese, una delle ragioni della sua fortuna e della sua prosperità.

« Io pure sono profondamente tocco della perdita provata e della responsabilità che m'incombe ormai; ma trovo forza e coraggio in queste manifestazioni preziose di simpatia. Possa essermi dato, come al beneamato mio padre, di potere, con la cooperazione del popolo svedese, lavorare allo sviluppo e alla felicità del nostro paese! Dio assista il popolo svedese! »

* *
*

Si telegrafa da Lisbona, 29:

I giornali democratici constatano che le divergenze tra i membri del partito monarchico e i membri del partito dell'opposizione si accentuano.

Qualche membro del partito progressista e del partito rigeneratore farà parte delle Commissioni nominate dal Governo.

Il *Diario illustrato*, organo ministeriale, dice che l'attività del Governo in materia d'insegnamento deve empire di gioia tutti gli amici dell'istruzione e dovrà bastare a far riconoscere benefico il suo avvento al potere.

Il Diario popolare, organo del partito conservatore, esorta i membri del suo partito a non lasciarsi prendere dalla paura di un regime peggiore ancora del vigente.

La Nacion smentisce le idee assolutiste attribuite al suo partito e ricorda che don Miguel ha approvato recentemente il programma che gli fu sottoposto.

* *
*

Secondo il trattato di pace fra la Russia ed il Giappone, gli eserciti dei due paesi avrebbero dovuto lasciare la Manciura e questa Provincia essere restituita alla Cina. Pare che tutto ciò, malgrado il tempo trascorso, non sia stato eseguito ed il corrispondente del *Times*, da Pekino, in proposito, scrive che in Europa si è in errore per quanto concerne la situazione in Manciuria. La Manciuria non è stata sgombrata dalle truppe giapponesi, le quali vi esercitano lo stesso potere che durante la guerra.

« In tutte le stazioni, dice il corrispondente, di giorno e di notte, soldati giapponesi armati penetrano nei vagoni con grande fastidio dei viaggiatori europei, soprattutto delle signore, le quali si lagnano delle scortesie che debbono soffrire ».

Infine, mentre la Cina desidera prolungare la sua principale ferrovia fino a Mukden e la rete da Pekino a Sin-min-ting fino a Ta-ku-men, il Giappone lo vieta puramente e semplicemente.

Regia accademia di Santa Cecilia

I soci della Regia Accademia di Santa Cecilia sono convocati in assemblea generale, a senso dell'art. 32 dello statuto, lunedì 30 corrente, alle ore 5 pom, nella residenza accademica per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Comunicazioni della presidenza.
2. Relazione del Consiglio direttivo.
3. Bilancio consuntivo 1906-1907.
4. Elezione del presidente, di un vicepresidente, di due censori e di cinque consiglieri.
5. Elezione del Comitato d'ammissione (art. 30, *c*) 1907-1908.
6. Elezione del Giurì (art. 30, *d*) 1907-1908.
7. Nomina dei revisori del bilancio 1907-1908.
8. Nomina del seggio (art. 30, *a*) 1907-1908.

Il presidente
E. DI SAN MARTINO.

Il segretario
ALESSANDRO PARISOTTI.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

Le LL. MM. il Re e la Regina, con le LL. AA. RR. i principi figli e quelli dei duchi d'Aosta, assistettero ieri alla rappresentazione diurna del teatro *Adriano*.

Dal numeroso pubblico l'Augusta Famiglia venne ripetutamente riverita all'entrata e all'uscita dal teatro.

S. M. il Re ha ricevuto l'altro ieri l'on. principe Di Scalea, presidente del Comitato ordinatore del prossimo concorso ippico internazionale che si terrà in Roma.

Il Sovrano desiderò essere informato degli intendimenti del Comitato e dei lavori già iniziati per la preparazione di questo avvenimento sportivo; e dimostrò il Suo compiacimento per la nobile iniziativa, gradì le informazioni dategli dal presidente e promise tutto il Suo alto appoggio ed il Suo interessamento per la migliore riuscita del Concorso.

Il ricevimento lungo e cordiale e le benevoli espressioni del Sovrano lasciarono una graditissima impressione nell'animo dell'on. Di Scalea, che molto si ripromette dall'alto interessamento di S. M. il Re.

S. A. R. il duca degli Abruzzi venne l'altro ieri, a Londra, invitato a colazione dall'ambasciatore d'Italia.

Alla colazione assistevano anche l'ambasciatore di Russia, lord Portsmouth, e l'esploratore sir Harry Johnston.

Le LL. AA. RR. il principe Giorgio di Grecia, con la consorte Maria dei Bonaparte, sono giunti a Roma.

Gli augusti ospiti hanno preso alloggio all'*Hôtel Bristol*.

Per gli ufficiali in congedo. — Un comunicato del distretto militare di Roma avvisa che al ricevimento reale di capo d'anno, che avrà luogo al Quirinale il 1° gennaio prossimo, alle ore 16.40, sono invitati a fare ala al passaggio delle Loro Maestà anche gli ufficiali in congedo.

Gli ufficiali superiori in congedo, che interverranno a detto ricevimento, si dovranno trovare per le ore 16 al palazzo del comando del genio (via del Quirinale, 11), dove, riuniti sotto la direzione del colonnello più anziano, si recheranno al Quirinale in modo da giungervi per le ore 16 40.

Gli ufficiali inferiori in congedo si troveranno invece per le ore 16 alla caserma Goffredo Mameli (già Santa Caterina - via Magnanapoli) ove quelli dipendenti dal distretto saranno riuniti per cura del comandante di esso, e quelli dipendenti dai corpi da un ufficiale superiore o capitano a tale uopo comandato da ciascun corpo.

Muoveranno poi, riuniti sotto la direzione dell'ufficiale più anziano, per recarsi al Quirinale, dove dovranno giungere per le ore 16.40.

All'Ambasciata di Francia. — Il giorno di capo d'anno S. E. il sig. Barrère, ambasciatore di Francia, riceverà a palazzo Farnese, alle 11 ant., i francesi residenti o di passaggio in Roma.

Smentita. — L'*Agenzia Stefani* comunica per conto della Direzione generale delle ferrovie dello Stato:

« Qualche giornale, nel parlare dei provvedimenti che in seguito all'assassinio dell'ing. Arvedi, la Direzione generale delle ferrovie dello Stato avrebbe adottato per intensificare la sorveglianza nei treni viaggiatori, afferma essere stato disposto che per ogni treno sia fatto un elenco dei viaggiatori in partenza.

« Per quanto la notizia appaja di per sè non degna di fede, non è inutile dichiarare che nessuno ha mai pensato a mettere in atto simile disposizione ».

Il concorso ippico internazionale. — L'annuncio ufficiale del prossimo concorso ippico internazionale, organizzato dalla Associazione della Stampa di Roma, è stato accolto con vivissima simpatia nel mondo sportivo italiano e straniero. Anche dall'estero giungono già domande di notizie e di schiarimenti, il che fa prevedere che numerosi saranno i partecipanti al concorso anche dalle varie nazioni.

L'illustre generale Berta, ispettore della cavalleria, in questi giorni sta compilando il programma ufficiale di questa importantissima riunione sportiva, e tale programma verrà compilato in base a quanto vi è di più moderno nello *sport* ippico.

Il Comitato conta di poter rendere pubblico il programma e fissare le date del concorso, nella prima decade di gennaio.

Onoranze a Roberto Ardigò. — Un Comitato di studenti e professori universitari sta promuovendo le onoranze che Roma tributerà a Roberto Ardigò, che nel 28 gennaio p. v. compirà l'ottantesimo anno di sua vita.

Per le adesioni e per schiarimenti rivolgersi al Comitato universitario per le onoranze a Roberto Ardigò presso l'Università.

Assistenza sanitaria gratuita. — La Giunta municipale di Roma ha approvato l'elenco dei poveri da ammettersi all'assistenze sanitaria gratuita per l'anno 1908.

Una copia di questo elenco sarà pubblicata, secondo la rispettiva competenza, presso la sede di ciascuna Delegazione municipale, da oggi fino al 27 gennaio 1908.

Chiunque vi abbia interesse potrà presentare alla Delegazione stessa, in scritto e in carta libera, apposito reclamo per la mancata o negata iscrizione, su cui deciderà il Consiglio comunale.

Servizio postale. — Per migliorare le comunicazioni postali del continente con la Sicilia, S. E il ministro delle poste e telegrafi ha decretato l'istituzione d'un ufficio natante tra Napoli e Palermo e viceversa, che funzionerà dal 16 gennaio venturo sui piroscafi che fanno servizio quotidiano tra i due porti anzidetti.

A quest'ufficio natante saranno destinati appositi impiegati postali, che, durante la traversata, eseguiranno lo smistamento delle corrispondenze per facilitarne il sollecito avviamento da ciascun porto d'approdo.

Movimento commerciale. — Il 27 corr. a Genova furono caricati 407 carri, di cui 53 di carbone pel commercio e 3 per l'Amministrazione ferroviaria; a Venezia 376 di cui 130 di carbone pel commercio e 79 per l'Amministrazione ferroviaria; a Savona 40; a Livorno 158 di cui 69 di carbone pel commercio e 42 per l'Amministrazione ferroviaria; a Spezia 47, di cui 32 di carbone pel commercio e 21 per l'Amministrazione ferroviaria; e ad Ancona 115 di cui 76 di carbone pel commercio e 8 per l'Amministrazione ferroviaria.

Marina militare. — La R. nave *Etruria* è partita da Santiago (Cuba) per New Orleans il 28 corrente. — La *Caprera* è partita da Suez per Massaua il 27.

Marina mercantile. — Il *Memfi*, della N. G. I., è partito da Alessandria per l'Italia. — Il *D. Balduino*, della stessa Società ha proseguito da Suez per l'Italia. — Il Virginia, del Lloyd italiano è giunto il 28 a Buenos Aires. — Da Rio Janeiro ha proseguito per Genova il *Toscana*, della Società Italia. — L'*Indiana*, del Lloyd italiano è partito da New York per Genova.

ESTERO.

Il commercio d'automobili e biciclette in Francia. — Dal 1° gennaio al 30 novembre dell'anno morente, la Francia, secondo i dati raccolti dal giornale parigino l'*Auto*, esportò per 134,151,000 fr. d'automobili e ne importò solamente per 7,637,000.

Negli undici mesi corrispondenti dell'anno scorso siffatta esportazione era stata di 126,451,000 franchi e l'importazione di franchi 3,299,000.

Quanto a biciclette, la Francia, nello stesso periodo di tempo, ne esportò per 4,990,000 fr. nel 1906, contro 5,776,000 nel 1905; ne importò per 7,013,000 nel 1906, contro 7,150,000 franchi nel 1905.

Congresso internazionale delle industrie frigorifiche. — A Parigi si terrà fra breve il primo Congresso internazionale delle industrie frigorifiche. In tutti i paesi d'Europa e d'America, in Australia, nel Giappone e nell'Africa del sud si costituirono Comitati per organizzare la partecipazione al Congresso dei loro rappresentanti.

La produzione dello zucchero in Europa. — L'Associazione internazionale di statistica per gli zuccheri dà i risultati dell'inchiesta annuale sulla produzione dello zucchero. Nel 1907 la produzione fu di 6,291,389 quintali, con una lieve diminuzione nel 1906 che vide la produzione di 6,551,600 quintali Diminuirono la produzione la Franca, la Germania, il Belgio, la Danimarca, l'Olanda, la Russia e la Svezia. Aumentarono la produzione solo l'Austria-Ungheria (da 1,330,600 a 1,417,100 quintali) e l'Italia (da 115,000 a 140,115 quintali).

Le ferrovie di Etiopia. — Il *Journal* di Parigi, dice che alla Società delle ferrovie di Etiopia in liquidazione è stato accordato un termine di quindici giorni per mettersi in regola col Governo e coi suoi creditori: trascorso il quale sarà pronunziato lo scioglimento della Società.

Una nuova Società francese è in formazione per raccoglierne in tal caso la successione.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

PARIGI, 28. — Il presidente del Consiglio, Clémenceau, smentisce formalmente che esista qualsiasi malinteso fra il Governo ed il generale Drude che ritorna in Francia unicamente per ragioni di salute.

BERLINO, 28. — La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, a proposito delle voci corse, specialmente sulla stampa estera, circa la crociera che l'Imperatore farebbe la primavera prossima nel Mediterraneo, la sua visita a Corfù e l'incontro con alcuni Sovrani in tale circostanza, scrive che tutto ciò è infondato e che nessuna decisione è stata ancora presa sul viaggio dell'Imperatore Guglielmo all'estero nella primavera prossima.

BUDAPEST, 28. — *Camera dei magnati.* — Si approva il progetto di legge per la quota-parte dell'Ungheria nelle spese comuni, nonchè i progetti di legge riguardanti il regolamento provvisorio delle relazioni commerciali coll'estero e la giurisdizione consolare.

PIETROBURGO, 28. — *Duma dell'Impero.* — Si approva il progetto compilato dal ministro dell'interno, col quale viene stanziata la somma di rubli 15,182,000 per soccorrere le popolazioni delle regioni colpite dalla carestia.

STOCCOLMA, 28. — Essendo la Regina affetta da lungo tempo da catarro diffuso nelle vie respiratorie, malattia che le ha reso necessario negli ultimi inverni scorsi il soggiorno in paesi del Mezzogiorno, nè potendo perciò la Regina, senza pericolo per la sua salute, passare l'inverno corrente nella Svezia, i medici la consigliarono insistentemente a recarsi a soggiornare in clima più dolce.

PIETROBURGO, 28. — La Duma si è aggiornata al 21 gennaio prossimo.

VLADIVOSTOCK, 28. — Il comandante della fortezza ha confermata la sentenza pronunciata nel processo intentato contro i 73 uomini dell'equipaggio della cannoniera *Manciù* imputati di ammutinamento.

Cinque di essi erano stati condannati alla pena di morte, sedici ai lavori forzati a vita, ventisei assegnati a corpi sottoposti al regime della detenzione e sei assegnati alla compagnia di disciplina. Venti erano stati assolti.

BISERTA, 28. — L'imbarco delle truppe che si recano al Marocco cominciato a mezzodì a bordo di rimorchiatori della marina, è terminato alle quattro pomeridiane. Mezz'ora dopo il *Victor Hugo* ha passato lentamente il canale.

Le due sponde erano affollate di pubblico che ha acclamato entusiasticamente le truppe. Gli zuavi e i tiragliatori hanno reso ai partenti gli onori militari. Le truppe partite comprendono 850 uomini.

ZAGABRIA, 28 — In una conferenza dei membri del partito nazionale il Bano Rakodczai svolse il suo programma mirante a proteggere la lingua croata in tutti i rami dell'Amministrazione e specialmente nell'Amministrazione ferroviaria. In essa il personale fino alla soluzione definitiva della questione userà la lingua croata.

Il programma enumera le misure in favore del commercio, dell'industria, e dell'agricoltura e promette il suffragio universale.

Il discorso del Bano è applaudito.

BUENOS AIRES, 28. — Alcune migliaia di marinai e fuochisti addetti alla navigazione di cabotaggio, scioperarono per protestare contro certe disposizioni prese dalla prefettura marittima considerandole umilianti.

Sono state prese misure per assicurare la completa libertà del lavoro. Alcuni agitatori sono stati arrestati.

BUDAPEST, 28. — Stasera in vari punti di un canale collettore sono avvenute esplosioni causate dal fatto che vari olii di molte fabbriche sono stati diretti nel canale, malgrado il divieto delle autorità. Vi sono parecchi feriti più o meno gravemente.

LALLA MARNIA, 28. — A causa del cattivo tempo, il versamento delle indennità dovute dai Beni Snassen subisce una lieve sospensione. Nondimeno parecchie frazioni di Beni Attigue e di Beni Guengouch si sono recate al campo di Aberkani a consegnare 150 fucili, due pistole, dell'oro ecc.

Nessun movimento di truppe è segnalato, la pioggia rendendo difficile l'accesso alla regione montuosa.

PIETROBURGO, 29. — *Processo dei firmatari del manifesto di Viborg.* — Il signor Ramischvili, ristabilitosi dalla sua indisposizione del giorno precedente, ha pronunciato un violento discorso, durante il quale è stato frequentemente interrotto dal presidente.

Ramischvili ha detto che il risultato delle elezioni della seconda Duma rappresenta il verdetto del paese sui membri della prima Duma. Lo stesso verdetto è stato dato dall'Europa occidentale, che ha organizzato riunioni di protesta contro lo scioglimento del Parlamento russo, ed ha votato indirizzi di simpatia per i deputati della Duma.

L'oratore ha ricordato il grido di sir H. Campbell-Bannermann La Duma è morta, viva la Duma! ed ha aggiunto che i deputati della Duma, quando hanno la simpatia di un uomo come il primo ministro di Inghilterra, non hanno bisogno di fare appello alla compassione di una corte di giustizia russa.

I corridoi del palazzo sono gremiti e quando, alla fine dell'udienza, gli accusati escono, 80 membri dell'opposizione della Duma attuale, con alla testa i democratici costituzionali Roditscheff, Kolubacine e Chingaroff, vanno loro incontro. Roditscheff si avanza e legge a Murontzeff il seguente indirizzo, che tutti i membri dell'opposizione presenti hanno firmato:

« In quest'ora di dolorosa prova noi salutiamo nelle vostre persone i primi eletti dalla Russia, che, senza lasciarsi traviare, hanno seguito la via dell'interesse pubblico ed hanno inflessibilmente compiuto il loro dovere, senza indietreggiare dinanzi al sacrificio che esso implicava. Il vostro esempio rafforza la fede ed il coraggio nel cuore di coloro che amano la libertà. Voi, che, depositari delle speranze della nazione, non avete abbassato la bandiera della libertà e della giustizia nei giorni di oppressione, possiate avere ancora l'onore e la gioia di spiegare questa bandiera nel giorno dell'inevitabile trionfo del diritto ».

Murontzeff, molto commosso, ha abbracciato tre volte Roditscheff, tra le acclamazioni entusiastiche di centinaia di persone presenti. La polizia non è intervenuta.

Dopo il discorso di Ramischvili il procuratore generale ha pronunciato una breve requisitoria. Poscia hanno preso la parola gli avvocati.

Quantunque gli accusati non abbiano bisogno di lunghe difese, ha detto l'avvocato Jslenko, il paese deve sapere che l'accusa illegale in fatto, è illegale anche in diritto.

Maklakoff ha rimproverato all'accusa di aver torturato il Codice onde trovare un pretesto per impedire la rielezione dei membri della prima Duma. Ha aggiunto che la Corte di giustizia non giudica soltanto i deputati, ma 150 milioni di russi.

Alexandroff ha parlato a nome della maggioranza dagli altri difensori e ha detto: Noi rinunciamo in questo momento all'esercizio della nostra professione; siamo qui come cittadini e non come legali; noi non formiamo che una persona sola con gli accusati, siamo il popolo che ha eletto i deputati, siamo gli artefici della loro sfortuna; noi gli abbiamo incaricati di chiedere la terra e la libertà essi hanno onorevolmente adempiuto il loro mandato.

PARIGI, 29. — Il generale Liautey telegrafa che le pioggie torrenziali di questi giorni hanno reso impraticabile il terreno ed hanno quindi fatto sospendere provvisoriamente i movimenti nelle montagne, intralciando le comunicazioni.

La situazione però non è affatto compromessa.

Le truppe, nonostante le intemperie, si trovano ancora in uno stato eccellente.

CASABLANCA, 29. — La mahalla di Mulai Rachid è attualmente accampata a un'ora dalla *Kasbah* dei Mediunas.

Mulai Afid si sarebbe ritirato a Sidi-Rehal ed avrebbe intenzione di ritornare a Marrakesh.

PARIGI, 29. — *Senato.* — Il guardasigilli Briand presenta il progetto di legge relativo alla devoluzione dei beni ecclesiastici.

Si discute la legge di finanza. Si respinge con 161 voti contro

127 un articolo calorosamente difeso dal ministro delle finanze, Caillaux, ma combattuto dalla Commissione, inteso ad imporre una tassa sulle remunerazioni dovute agli amministratori delle Società anonime.

Il Senato approva indi un progetto di legge che aumenta l'imposta sulle operazioni di Borsa, già approvato dalla Camera dei deputati.

Quindi vengono stralciati dai relativi progetti l'articolo relativo all'applicazione della legge sull'assistenza ai vecchi infermi ed inabili e l'articolo che riguarda la riduzione dei periodi di esercitazione per i riservisti e per i territoriali.

La seduta viene sospesa alle 9.30.

Ripresa la seduta alle 9.40, si approvano vari capitoli di parecchi bilanci ed altri articoli della legge di finanza che erano stati riservati.

Cabart-Danneville chiede che venga mantenuto l'art. 58 che la Commissione di finanza ha proposto di stralciare dal progetto.

MADRID, 29. — *Senato.* — Si approvano i bilanci delle finanze e della marina.

COSTANTINOPOLI, 29. — Nel pomeriggio gli ambasciatori hanno tenuto una riunione presso l'ambasciatore di Germania, barone Marshall, ed hanno firmato una Nota collettiva nella quale insistono vivamente sulla precedente domanda trasmessa alla Porta relativa alla proroga dei poteri dei personaggi proposti all'opera delle riforme in Macedonia. La Nota verrà consegnata alla Porta oggi stesso.

PARIGI, 30. — Il Senato ha approvato all'unanimità, con 270 voti, l'insieme del bilancio.

Poincaré, prima del voto, ha rilevato che, per ottenere il pareggio del bilancio, bisognerà autorizzare un'emissione di 58 milioni di obbligazioni a breve scadenza.

BERLINO, 30. — *Processo Harden.* — Aperta l'udienza vengono lette le deposizioni, assunte dalla Commissione rogatoria, del dott. Schweninger e di sua moglie.

Schweninger conobbe Kuno von Moltke sul principio del 1880; da quell'epoca lo vide poche volte. Non ha contro di lui alcuna ragione di animosità.

Schweninger conobbe Harden nel 1892 a Warzin, ove gli fu presentato da Bismark. Dopo il primo incontro si sono stabilite tra lui ed Harden relazioni amichevoli che durano tuttora. Da quattro anni si danno del tu.

Dacchè abita Monaco, Harden gli ha fatto due visite, l'ultima delle quali nell'autunno passato, prima del primo processo.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 29 dicembre 1907

Il barometro è ridotto allo zero	0°
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	745 89.
Umidità relativa a mezzodì	74.
Vento a mezzodì	S.
Stato del cielo a mezzodì	coperto.
Termometro centigrado	massimo 13.7.
	minimo 9.3.
Pioggia in 24 ore	19.7.

29 dicembre 1907.

In Europa: pressione massima di 764 sulla Spagna, minima di 750 sull'Italia e sul mar Bianco.

In Italia nelle 24 ore: barometro diminuito di 3 a 4 mm.; temperatura poco variata; pioggie generali, più abbondanti sull'Italia settentrionale; alcuni venti forti in Sardegna.

Barometro: a 753 lungo l'arco alpino, Sardegna, Sicilia e Jonio, a 751 sul Centro.

Probabilità: venti meridionali all'estremo sud, settentrionali al nord o centro; cielo generalmente nuvoloso con pioggie.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 27 dicembre 1907.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore	
Porto Maurizio	coperto	calmo	11 0	8 8
Genova	coperto	legg. mosso	8 2	6 5
Spezia	1/2 coperto	legg. mosso	13 4	9 6
Cuneo	coperto	—	3 8	0 3
Torino	piovoso	—	5 9	1 7
Alessandria	coperto	—	3 8	0 6
Novara	piovoso	—	5 2	3 0
Domodossola	piovoso	—	2 8	0 0
Pavia	piovoso	—	4 7	2 2
Milano	piovoso	—	7 4	3 0
Como	coperto	—	6 0	3 1
Sondrio	nebbioso	—	2 9	1 0
Bergamo	coperto	—	6 8	4 6
Brescia	coperto	—	9 0	3 5
Cremona	—	—	—	—
Mantova	piovoso	—	10 0	4 1
Verona	3/4 coperto	—	10 4	7 1
Belluno	nebbioso	—	3 5	1 0
Udine	coperto	—	10 4	6 6
Treviso	coperto	—	10 0	6 8
Venezia	coperto	mosso	10 0	6 8
Padova	coperto	—	10 1	7 6
Rovigo	3/4 coperto	—	9 0	5 2
Piacenza	piovoso	—	5 7	2 9
Parma	piovoso	—	5 9	3 8
Reggio Emilia	coperto	—	6 0	4 0
Modena	coperto	—	6 6	4 9
Ferrara	coperto	—	9 3	5 6
Bologna	piovoso	—	7 6	4 9
Ravenna	coperto	—	8 8	2 9
Forlì	coperto	—	8 2	4 4
Pesaro	3/4 coperto	calmo	12 0	5 2
Ancona	coperto	legg. mosso	14 0	5 0
Urbino	coperto	—	10 8	6 7
Macerata	coperto	—	13 4	6 0
Ascoli Piceno	coperto	—	14 0	6 0
Perugia	coperto	—	10 8	6 2
Camerino	coperto	—	10 5	5 0
Lucca	coperto	—	12 6	7 2
Pisa	3/4 coperto	—	14 2	6 3
Livorno	coperto	mosso	14 5	7 5
Firenze	3/4 coperto	—	13 4	7 3
Arezzo	coperto	—	12 4	7 0
Siena	coperto	—	10 0	6 5
Grosseto	coperto	—	12 0	3 0
Roma	coperto	—	12 5	9 3
Teramo	piovoso	—	13 1	6 3
Chieti	coperto	—	12 6	6 7
Aquila	coperto	—	9 9	2 8
Agnone	piovoso	—	10 2	4 4
Foggia	3/4 coperto	—	15 0	4 8
Bari	3/4 coperto	calmo	15 3	7 2
Lecce	coperto	—	14 0	9 3
Caserta	piovoso	—	13 8	8 6
Napoli	coperto	calmo	12 7	8 8
Benevento	—	—	—	—
Avellino	coperto	—	10 5	6 5
Caggiano	coperto	—	10 8	3 4
Potenza	nebbioso	—	9 4	3 1
Cosenza	piovoso	—	12 2	4 8
Tiriolo	coperto	—	10 2	5 0
Reggio Calabria	coperto	calmo	17 0	9 0
Trapani	coperto	agitato	15 5	11 2
Palermo	piovoso	grosso	16 4	9 6
Porto Empedocle	coperto	agitato	15 0	10 0
Caltanissetta	piovoso	—	11 3	8 0
Messina	piovoso	calmo	14 6	9 8
Catania	1/2 coperto	mosso	15 0	8 0
Siracusa	coperto	legg. mosso	14 3	12 8
Cagliari	piovoso	agitato	14 5	7 2
Sassari	piovoso	—	11 5	6 5

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *gerente responsabile*.